ISSN 1662 – 4599

13 février 2012
12e année
Nº 6

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Intégration européenne (4e partie)

Il faut à nouveau faire jouer l'«orchestre européen»

Petite leçon suisse d'instruction civique à l'intention de l'Europe

par Marianne et Werner Wüthrich

Ces dernières semaines, «Horizons et débats» a évoqué, dans trois articles, la question de l'«intégration européenne». Le premier article, (nº 50 du 19/12/11) a familiarisé nos lecteurs avec la «méthode Monnet, une clé pour comprendre la crise de l'euro». Dans les deux articles suivants (nos 3 du 23/1/12 et 5 du 6/2/12), nous avons présenté dans leur contexte historique deux approches tout à fait différentes d'organisation des pays d'Europe: le concept de la Communauté européenne et celui de l'Association européenne de libre-échange (AELE). L'article ci-dessous est consacré aux principes politiques sous-tendant les deux concepts dont l'un est plutôt centraliste et l'autre libéral. Comprendre ces fondements aidera à maîtriser les problèmes urgents de l'heure.

Commençons par revenir à l'année 1969. Le ministre Albert Weitnauer, un des plus proches collaborateurs du conseiller fédéral Hans Schaffner, réunit les ambassadeurs de Suisse le 5 septembre en vue d'une véritable leçon d'instruction civique sur le thème de l'«intégration européenne». Dans cet article, nous nous appuyons une nouvelle fois sur la collection des «Documents diplomatiques suisses», établie en collaboration avec les Archives fédérales, qui peut être consultée sur Internet à l'adresse www.dodis.ch.

Weitnauer posa la question fondamentale suivante: Y a-t-il en Europe suffisamment d'éléments «créateurs d'Etat» (staatsbildend) permettant de nous acheminer sur la voie d'«Etats-Unis d'Europe»? Pour qu'un Etat fonctionne, il faut un peuple, un territoire et un pouvoir issu d'élections démocratiques et reposant sur une base constitutionnelle. Weitnauer releva qu'un sentiment d'appartenance à l'Europe, une volonté politique, des actions de leaders, etc. étaient des éléments absolument nécessaires pour construire quelque chose comme un Etat fédéral. Suivons ses réflexions (*dodis.ch/30861*)

Sentiment d'appartenance à l'Europe

Pour créer un Etat, il faut nécessairement un sentiment d'appartenance qui repose sur une langue commune, un destin historique commun ou sur l'existence antérieure d'une autonomie étatique: «Il existe certainement depuis toujours en Europe un sentiment complexe d'appartenance. L'Europe n'est certes pas une unité politique mais spirituelle et culturelle et il existe sans aucun doute quelque chose comme une façon commune d'aborder l'existence malgré la diversité des formes de l'esprit européen et de ses créations culturelles. Mais l'Europe et les Européens n'ont jamais pensé avoir un destin élémentaire commun ni constituer un seul peuple. […] On n'a pas l'impression, aujourd'hui, que les Norvégiens et les Portugais, les Italiens et les Irlandais aient le sentiment d'appartenir le moins du monde à une communauté de destin et, en outre, de constituer un seul peuple, comme les Américains ou les Russes. En outre, le fait que Bruxelles ait accompli – à bien des égards avec succès – un travail d'intégration considérable n'y a pas changé grand-chose». Aujourd'hui, nous pouvons encore nous rallier à cette vue des choses.

Volonté politique

Pour Weitnauer, un Etat ne peut se constituer que lorsque la grande majorité politique du peuple ou des peuples est animée de «la volonté politique résolue et ferme de voir l'Etat prendre forme.» Un simple feu de paille ou une flambée d'enthousiasme passagère ne sont pas suffisants.

A ce sujet, précisons que la volonté politique ne peut être constatée qu'au moyen de consultations populaires ou d'élections, or elles n'existent pas ou rarement dans l'UE. Il ne suffit pas que des politiques de l'UE affirment que «les Européens» veulent ceci ou cela. Il ne suffit pas que le *Traité de Rome* de 1957 affirme qu'il est «déterminé à établir les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens». Les populations des pays participants ne se sont jamais prononcées.

Parfois, aujourd'hui, on compare la création de l'UE avec la fondation de l'Etat fédéral suisse en 1848, mais cette comparaison est boiteuse. A l'époque, la population de tous les cantons s'est prononcée et il a fallu convaincre les quelques cantons qui ont voté non de participer. On y est parvenu notamment en offrant aux petits cantons autant de sièges qu'aux grands au Conseil des Etats.

Leaders

Pour Weitnauer, des politiciens d'une certaine envergure peuvent favoriser l'intégration. Ainsi *Camillo Cavour* et le guérillero et héros populaire *Guiseppe Garibaldi* ont joué un rôle essentiel dans l'unification italienne au XIXe siècle. Il en va de même du rôle d'*Otto von Bismarck* dans l'unification de l'Allemagne. «Mais aujourd'hui, il n'existe pas d'homme d'Etat de premier plan qui puisse créer les Etats-Unis d'Europe et il n'y en a pas eu depuis le *Traité de Rome*. Rien n'a donc changé.

Menace extérieure

Une guerre ou une menace de guerre peuvent favoriser la création d'un Etat en exerçant une pression sur les peuples pour les fai re se rapprocher. Pour Weitnauer, la guerre froide a exercé une influence déterminante sur la fondation de l'EEE et ses structures centralistes et supranationales. Mais cet élément n'est pas durable et absolument pas assez fort en Europe pour favoriser vraiment la création d'un Etat. En outre, la création de l'EEE en 1957 fut une décision des politiques.

En résumé, aucune des conditions que Weitnauer juge nécessaires à la création d'un Etat n'est remplie.

Conséquences de Mai 68

Dans son exposé, Weitnauer a évoqué les troubles de mai 68 et déclaré ce qui suit: «La jeunesse moderne ignore l'histoire, beaucoup plus qu'avant. Elle croit pouvoir aborder les grands problèmes du temps de manière inconditionnelle et elle prétend ne pas se soucier des frontières et des différences nationales. Son objectif est l'humanité. On peut se demander pourquoi cette jeunesse ne pourrait pas, une fois parvenue au pouvoir et soutenue par le triomphe de la technique et la réduction de toutes les distances, faire table rase de tous les obstacles apparents à l'intégration européenne et parvenir, quasiment sans peine, à établir ce qui n'a pas été possible au cours de l'histoire millénaire de notre continent?» Weitnauer insiste sur le fait qu'il ne croit pas à cette thèse «car la nature humaine manifeste certaines constantes et ce sont souvent les individus les plus excités qui deviennent, en prenant de l'âge, les éléments les plus conservateurs de la société».

L'ignorance de l'histoire que déplorait Weitnauer se manifeste aujourd'hui dans les écoles où l'on n'enseigne plus du tout ou de moins en moins l'histoire. En 1973, la chaire d'histoire suisse de l'Université de Zurich a été supprimée. Cela a des conséquences: Quiconque ignore l'histoire est incapable d'organiser une société adaptée à l'homme.

Etonnante clairvoyance

Weitnauer estimait qu'il serait extrêmement intéressant de voir, au cours des années suivantes, si la *Communauté européenne* allait passer du statut d'union douanière à celui d'union économique. Si cela se produisait, la souveraineté nationale des pays devrait être considérablement restreinte. Le point névralgique serait la politique financière et en particulier la politique budgétaire. La situation deviendrait critique dès que les Etats membres transféreraient à la Commission la compétence décisionnelle en matière financière. Il en irait de même pour une «politique économique coordonnée» et une «politique monétaire commune». «C'est ici qu'on verra si la technocratie peut réussir à avoir un effet formateur d'Etat et si elle remplacera le patriotisme européen inexistant et tous les sentiments nobles […] qu'il peut éveiller et maintenir vivants chez les hommes.»

Aujourd'hui, 42 ans après, l'UE se trouve exactement à ce point-là. Elle veut instaurer une sorte de gouvernement économique, décide de créer une union budgétaire et débat de l'opportunité de nommer un commissaire au budget qui pourrait intervenir directement dans le budget des pays membres en cas de crise.

Comme nous le constatons aujourd'hui, on n'a pas vraiment réussi à créer un Etat fédéral, comme l'a montré Weitnauer en 1969 avec une étonnante clairvoyance. Et cela parce qu'il est impossible de créer au moyen d'une structure bureaucratique une identité qui relie les peuples. Poursuivre avec obstination dans cette voie n'y changera rien. Au contraire, cela suscitera des dangers imprévisibles.

Il faut distinguer l'économie et la politique

Continuons de suivre les réflexions de Weitnauer: «L'Europe a besoin d'une collaboration très étroite, surtout dans le domaine politique, d'une plus grande confiance réciproque et de davantage d'union.» Cependant, on n'échappe

Suite page 2

L'Europe, projet de paix?

mw./ww. Aujourd'hui, l'idée que l'UE est un «projet de paix» ne manque dans aucun débat sur l'UE. On cite souvent le discours de *Winston Churchill* de 1946 à Zurich. Pour assurer la paix, il appelait à créer les Etats-Unis d'Europe. Ces paroles prononcées juste après la guerre doivent être plutôt comprises comme un appel à la réconciliation. De toute façon, la Grande-Bretagne a pris ses distances lorsque *Jean Monnet* entreprit de réaliser l'Etat fédéral européen.

Certes l'idée de garantir la paix était présente quand la *Communauté européenne du charbon et de l'acier* associa les industries du charbon et de l'acier de l'Allemagne et de la France d'importance stratégique en matière d'armements. Dans les années qui suivirent, on n'invoqua plus l'«argument de la paix». Dans les nombreux documents qui nous informent sur les conférences des ambassadeurs de Suisse des années 1960 avant tout, il n'apparaît pas une seule fois. A l'époque, il s'agissait plutôt que l'«Europe» – sous le leadership des Etats-Unis – apparaisse comme un bloc uni et agisse en tant que tel afin de protéger les «intérêts occidentaux». Ce n'est que beaucoup plus tard que l'argument est apparu dans son rôle actuel de justification du centralisme. Il est très probable que les agences de communication de Bruxelles aient commencé à l'avancer lorsque la menace venant des pays de l'Est a disparu et qu'il fallait justifier autrement la politique centraliste.

Les véritables raisons pour lesquelles des guerres ne sont plus guère imaginables en Europe occidentale sont complexes et ne résident certainement pas dans le corset supranational de l'UE. Aujourd'hui, on entend de nouveau dire, en particulier aux Etats-Unis que «l'Europe a besoin de structures centralistes afin de dominer et de contrôler ses peuples car, sinon, ils vont se déchirer.» Il s'agit là d'un mythe qui ne traduit aucunement la réalité européenne. La formule à la mode «plus de centralisme = plus d'Europe» n'est pas seulement fausse mais dangereuse et essentiellement responsable des dissonances de l'«orchestre européen». Il faudrait faire comprendre aux stratèges politiques qu'un Etat fédéral ou l'«union sans cesse plus étroite» évoquée dans le *Traité de Rome* de 1957 ne peuvent pas être imposés d'en haut.

Sommaire

Guerre d'Iran: Lettre ouverte au gouvernement fédéral allemand
page 3

Lobbying à Berne: Des groupes de pression comme à Bruxelles
page 5

La Politique agricole 2014–17 s'écarte de la Constitution
page 6

«Nous n'avons pas éliminé les causes de la crise et nous ne pouvons pas dire que nous ayons perçu et conjuré le danger»

Bien que la mise sur pied anticipée du «plan de sauvetage» de l'euro qu'est le MES ne soit pas encore achevée, on parle déjà de son renforcement en raison du besoin de financement de la Grèce. La chancelière fédérale *Angela Merkel* (CDU) hésite encore à donner son aval. Pourtant ce n'est qu'une question de temps. Elle finira par céder et par qualifier ce renforcement d'«unique solution» et les contribuables allemands seront de nouveau les principaux payeurs.

Dans ce contexte d'instauration du MES et de rôle de payeur de l'Allemagne, il vaut la peine de s'intéresser aux anciennes déclarations du Président allemand *Christian Wulff*. Par exemple, à la fin mars 2011, lors du Congrès annuel des banques, il infligea un camouflet retentissant aux représentants de cette corporation lorsqu'il déclara que «quiconque prétend appartenir à l'élite d'un pays doit être un modèle et prendre ses responsabilités, un point c'est tout.»

Evidemment, en regard des reproches qu'on lui a adressés plus tard, ces paroles nous paraissent un peu tonitruantes (et aux yeux de certains observateurs, peu crédibles). Pourtant au printemps 2011, elles se détachaient de la pensée politique unique dans la mesure où, à l'époque déjà prédominait l'idée que gaspiller des milliards d'argent des contribuables pour «sauver l'euro» était «la seule solution».

Et dans son discours d'ouverture du 4e Congrès des lauréats du Prix Nobel, à Lindau, Wulff a parlé très franchement: «Nous n'avons pas éliminé les causes de la crise et nous ne pouvons pas dire que nous ayons perçu et conjuré le danger. […] Tout d'abord, certaines banques ont sauvé d'autres banques, ensuite des Etats ont sauvé leurs banques avant tout, et maintenant la communauté internationale sauve des Etats. On est donc en droit de demander qui, à la fin, va sauver les sauveteurs. Quand et sur qui les déficits accumulés vont-ils être répartis?»

Une année environ après son entrée en fonctions, dans une interview accordée à l'hebdomadaire «Die Zeit», Wulff déplorait le fait que les parlements soient de plus en plus mis sur la touche à la fois en matière d'euro et de «tournant énergétique», question qui faisait à l'époque l'objet de vifs débats. Il regrettait qu'aujourd'hui, on prépare «dans des cercles de décideurs beaucoup trop restreints» les décisions auxquelles les parlements «n'ont plus ensuite qu'à donner leur bénédiction».

Quand on passe maintenant en revue ces déclarations ainsi que d'autres, on se demande immédiatement si Wulff était vraiment, sur les thèmes importants, le président «hésitant» et «muet» que l'on aimait à dire. Peut-être que les journalistes de gauche des radios et des télévisions (surtout de celles qui sont financées par la redevance obligatoire) ainsi que de la presse écrite prenaient leurs désirs pour des réalités. Comme le prouvent les déclarations que nous venons de citer, Wulff manifestait du courage, peut-être davantage que certains ne le souhaitaient.

Cependant ce n'est manifestement qu'un aspect de sa personnalité. Plus tard, il trébucha sur les reproches auxquels il aurait dû éviter de s'exposer dans la plupart des cas. Cela dit, il s'agit surtout d'accusations auxquelles s'exposent la plupart des autres politiques. Reste à savoir pourquoi ces comportements déplacés ne sont pas «acceptés» ici par l'opinion alors qu'ils l'ont été auparavant dans la plupart des cas, par exemple celui de *Gerhard Schröder* qui est passé directement de la Chancellerie à la présidence du conseil de surveillance de Gazprom, ou celui du passé plus que louche de *Joschka Fischer*.

On pourrait expliquer cela en évoquant la dignité de la fonction de président fédéral, mais ce serait certainement trop réducteur. Dans ce cas, on devrait demander pourquoi *Johannes Rau*, en tant que président fédéral (à vrai dire considéré par la plupart des journalistes comme appartenant à un SPD considéré comme fondamentalement «bon») a échappé à maints reproches (affaire des vols gratuits) qui auraient valu depuis longtemps à Wulff d'être démis de ses fonctions.

Non, ce sont les déclarations de Wulff qu'«on» ne voulait pas entendre. Il n'a finalement pas été aidé par le fait qu'à une autre occasion, il ait déclaré que l'Islam «faisait aussi partie de l'Allemagne», ce que les milieux concernés ont certainement apprécié.•

Source: *Vertrauliche Mitteilungen* n° 3964 du 31/1/12

(Traduction *Horizons et débats*)

Baisse de compétitivité des produits européens

Selon des experts russes, le cours de l'euro est en train de chuter et la crise de la dette s'aggrave

Selon l'ex-ministre et ancien vice-Premier ministre russe *Alexeï Koudrine*, au cours des 18 prochains mois, l'euro va baisser.

«A mon avis, au cours des 18 prochains mois, l'euro va baisser sur fond de volatilité», écrit l'expert réputé en économie sur *Twitter*. Comme l'ex-ministre des finances l'avait déclaré auparavant, la crise monétaire de la zone euro a déjà commencé. Il est certain à 90% qu'un à trois pays vont quitter la zone euro. L'endettement a entraîné une situation particulièrement critique en Grèce, en Irlande et au Portugal. Dans un proche avenir, l'Espagne et l'Italie pourraient entrer dans la zone à haut risque.

En 2012, la croissance mondiale pourrait, en raison de cette aggravation de la crise, se situer en dessous de la précédente prévision de 3,3%. La zone euro se trouvera à l'épicentre de la crise car la dette va aggraver considérablement les perspectives de la zone euro et assombrir l'avenir de l'Union européenne.

Comme l'avait déjà déclaré la ministre russe de l'économie *Elvira Nabiullina*, l'économie européenne est en récession. En 2012, son volume économique va baisser de 0,6% et le rythme de croissance va chuter de 0,6%. Les pays de l'UE ne pourront pas maîtriser la crise économique et financière en réduisant leur dette, leurs dépenses et leur déficit budgétaire.

Pour la ministre, la cause principale de la crise des économies de l'UE est due à la baisse de compétitivité de ses produits. •

Source: *Ria Novosti* du 31/1/12

(Traduction *Horizons et débats*)

«Il faut à nouveau faire jouer …»

suite de la page 1

pas à la question cruciale de savoir si l'on veut oui ou non l'intégration politique.

Etant donné le recul considérable des souverainetés nationales que l'on observe aujourd'hui dans l'UE, seules des référendums organisés dans chaque pays pourront nous indiquer si cette volonté existe.

Weitnauer avait raison de douter que des projets économiques à l'issue incertaine – comme une union économique et monétaire – permettent la création d'un Etat fédéral. Il estimait que ni les politiques ni la population ne se laisseraient duper. Dans une précédente conférence des ambassadeurs, *Hans Schaffner* avait déjà indiqué qu'une telle «duperie» représenterait un «processus extrêmement complexe» (*dodis.ch/30358*). Pour Weitnauer, il était dangereux d'utiliser des projets économiques comme des leviers pour obtenir des effets politiques. En matière d'intégration européenne, Schaffner et Weitnauer plaidaient tous les deux en faveur d'une stricte séparation entre l'économie et la politique. Cela veut dire qu'ils plaidaient en faveur d'une économie libérale de marché dans le cadre d'un ordre politique qui respectait la souveraineté, la responsabilité individuelle et les particularités de chaque pays.

Manque de sens démocratique

Jean Monnet et les stratèges américains à sa suite manquaient de cette conception humaniste. Pour eux, les projets économiques de plus ou moins grande envergure à l'issue incertaine (comme aujourd'hui l'union monétaire) fonctionnaient comme des leviers exerçant une pression politique permettant d'avancer sur la voie des «Etats-Unis d'Europe». On cite souvent la phrase de Monnet «L'homme n'accepte le changement que sous l'empire de la nécessité».[1] Celui qui pense ainsi manque de sens démocratique. (A ce sujet, cf. «La méthode Monnet, une clé pour comprendre la crise de l'euro» in: *Horizons et débats* n° 50 du 19/12/11)

Le sens démocratique manquait déjà au moment de la création de la *Communauté européenne*. Comme nous l'avons dit plus haut, les peuples ne se sont jamais prononcés sur le *Traité de Rome* alors qu'il allait bien au-delà d'un simple accord économique et posait des jalons politiques. A l'époque, la situation politique n'était pas claire. A l'été 1958, les gouvernements de tous les pays d'Europe occidentale – et aussi les 6 pays de l'EEE, étaient tombés d'accord pour créer, dans le cadre de l'OECE, une zone de libre-échange et de collaborer en tant que nations souveraines. Comme le montrent les documents accessibles aujourd'hui en Suisse, ce sont les Etats-Unis qui se sont opposés à cette solution libérale.

Il faut à nouveau faire jouer l'«orchestre européen»

Weitnauer savait que la collaboration des pays européens fonctionne le mieux quand ceux-ci s'affirment en tant qu'Etats nations souverains. Pour de Gaulle c'était l'«Europe des patries», pour Weitnauer et Schaffner l'AELE: «Il devrait s'agir d'un système dans lequel chaque Etat et chaque groupe d'Etat, avec leurs particularités – et elles sont nombreuses sur un continent si divers – trouveraient leur place.» L'instauration d'un nouveau système étatique en Europe et autour de l'Europe demanderait une extrême habileté politique. «Il faudra des interprètes très doués pour faire entendre à nouveau l'orchestre européen.»

Les dissonances d'aujourd'hui ne disparaîtront guère tant que les instruments seront mal accordés. Faire entendre la musique de la politique européenne devrait compter parmi les missions les plus nobles des prochaines années et on ne pourra pas éviter de consulter les peuples. •

[1] Eric Roussel, *Jean Monnet*, p. 68, Paris 1996

De l'aide pour Christine qui souffre du cancer

Kristina Milutinovic, âgée de douze ans et habitant au Kosovo, souffre depuis 2007 de leucémie et a urgemment besoin de notre aide. Au cours des dernières années, elle a déjà dû supporter trois chimiothérapies et il y a peu, elle a malheureusement de nouveau fait une rechute.

Elle a eu sa dernière chimiothérapie il y a 15 jours à l'hôpital pédiatrique de Belgrad et doit maintenant obtenir au plus vite une radiothérapie spéciale ainsi qu'une greffe de moelle osseuse absolument nécessaire. Cette possibilité n'existe pas à Belgrad, c'est pourquoi les médecins l'envoient dans une clinique connue à Rome avec laquelle ils collaborent depuis plusieurs années. Dans cette clinique la greffe de moelle osseuse sera faite par le professeur *Locatelli.*

Comme il s'agit en l'occurrence d'un traitement extrêmement compliqué, les coûts sont immenses – ils s'élèvent à environ 154 000 euros. Les parents de Kristina sont très désespérés parce qu'ils n'ont de loin pas les moyens de financer une telle opération. Suite à divers dons venant d'Allemagne, de Serbie et de Suisse on a déjà pu réunir environ 55 000 euros. C'est déjà un grand pas! Mais la majeure partie de la somme manque encore. Les médecins ne pourront commencer la greffe que quand la somme de 123 300 euros aura été virée. C'est pourquoi, en dernier recours, les parents se sont adressés à nous avec la demande urgente pour d'autres dons.

Pour Kristina chaque jour compte! C'est pourquoi nous vous prions de tout cœur de lui apporter votre soutien afin que la vie de cette jeune fille puisse être sauvée!

Toute contribution donne à Kristina l'espoir de pouvoir continuer à vivre.

Kristina et toute sa famille vous remercient d'avance chaleureusement de votre aide et de votre sympathie!

Aide humanitaire: Coordonnées bancaires / Humanitarna pomoc: konto banke

Coordonnées bancaires uniquement pour l'aide humanitaire:
Détenteur du compte: Dusan Radakovic

Pour des versements provenants de l'Allemagne:
HypoVereinsbank München
Numéro de compte: 15 059 917
Code banque: 700 202 70
Motif du versement: Aide pour Kristina Milutinovic

Pour des versements provenants de l'étranger:
HypoVereinsbank München
IBAN: DE 57 700 202 700 150 599 17
SWIFT Code BIC: HYVEDEMMXXX
Motif du versement: Aide pour Kristina Milutinovic

Podaci o specijalnom kontu samo za humanitarnu pomoc:
Vlasnik konta: Dusan Radakovic

Za uplate iz Nemacke:
HypoVereinsbank München
Konto broj: 15059917
šifra banke BLZ: 700 202 70
Svrha uplate: Pomoc za Kristinu Milutinovic

Za uplate iz inostransrva:
HypoVereinsbank München
Konto broj IBAN: DE57 700 202 70 00 150 599 17
SWIFT šifra BIC: HYVEDEMMXXX
Svrha uplate: Pomoc za Kristinu Milutinovic

Guerre d'Iran: Lettre ouverte du 24 janvier 2012 au gouvernement fédéral allemand

par Christoph R. Hörstel

Madame la Chancelière fédérale,
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères,
Nous sommes actuellement confrontés à une situation[1,2] dans laquelle le monde n'est éloigné que d'un pas minuscule d'une grande guerre symétrique que l'OTAN, sous la pression des USA, dissimule ou mène de façon asymétrique depuis plus de dix ans.

Le gouvernement fédéral que vous représentez, mène notre pays dans cette position actuelle totalement agressive, malgré d'innombrables avertissements de l'extérieur et de l'intérieur, notamment de notre voisin russe,[3] dont nous lésons de toute façon les intérêts de sécurité justifiés de façon permanente, dans le cadre de l'OTAN.

Inquiet, le monde regarde deux démarches hautement provocantes des puissances occidentales majeures qui accordent le droit à l'Iran – pour autant que le droit ait encore de la valeur sur notre planète mal dirigée par les alliés des USA – de tirer immédiatement sur les porte-avions américains croisant dans le golfe Persique et sur les navires d'accompagnement français et britanniques. Permettez-moi s'il vous plaît de préciser que je n'admets ni oublie les centaines de violations des droits de l'homme, de prévarications et de corruption commis en Iran. Cependant ce sont nos alliés américains, dont le ministre de la Justice de l'époque de *Bush,* qui justifièrent la torture, fondèrent et entretiennent jusqu'à présent le camp de torture de Guantánamo et qui ont contribué directement ou indirectement, durant ces dernières vingt années, à la mort d'environ trois millions de musulmans.[4] Heureusement, l'Iran possède une tradition de paix vieille de plusieurs centaines d'années, dont l'Allemagne, les USA et l'OTAN ensemble ne peuvent cependant que rêver. J'expliquerai cela comme suit:

L'Union européenne, comme clairement annoncé lundi matin par vous, Monsieur le ministre *Westerwelle*, décide de sanctions sévères contre l'Iran. Ces sanctions vont frapper les gens de ce pays, au départ aussi cultivé que germanophile, encore plus durement que ne l'a déjà fait notre politique inintelligente pratiquée jusqu'ici. De pareilles sanctions destinées à empêcher un pays de maintenir des relations commerciales internationales ordonnées, nuisent fondamentalement à son fonctionnement économique, politique et social. On ne peut comparer ces sanctions qu'au blocus maritime agressif des USA contre le Japon, alors régionalement très agressif et oppresseur, qui força le pays dépendant totalement des importations à la contre-attaque: avec les forces aériennes japonaises sur Pearl Harbour, le 7 décembre 1941. On sait que la guerre se termina par l'épouvantable crime terroriste du largage de deux bombes atomiques sur les grandes villes de Hiroshima et de Nagasaki. A présent, avec l'Iran, les USA mettent à nouveau un pays dans cette situation, dans laquelle il ne peut finalement que recourir aux armes auxquelles quelques pays membres de l'OTAN recourent maintenant déjà. La politique américaine rend une grande guerre de plus en plus difficilement évitable. Et l'Allemagne y participe toujours, comme si ni hier ni demain existaient.

Aujourd'hui, la base américaine de Diego Garcia abrite d'immenses bombes à l'uranium de 15 tonnes, uniquement pour l'engagement contre l'Iran.[5] Israël a reçu des centaines de bombes à l'uranium destinées uniquement à une attaque planifiée contre l'Iran. Ces armes qui, en raison de leur effet de masse diffus, blessent forcément aussi en partie des populations civiles, violent le droit en vigueur et auraient dû être interdites depuis longtemps. Contrairement à la loi, l'Allemagne n'a rien entrepris pour aider à obtenir une pareille interdiction. Monsieur le ministre Westerwelle, lorsque les meilleurs experts de notre pays s'adressèrent à votre cabinet pour expliquer les effets dévastateurs, génocidaires de ces armes et pour exiger des démarches politiques contre leur usage répété par nos alliés les plus importants, vos fonctionnaires les ont froidement éconduits. L'Allemagne, qui ne possède méritoirement pas d'armes à l'uranium, est cependant coresponsable des crimes en question, parce qu'elle est l'alliée et qu'elle coopère avec des Etats qui les commettent.

Revenons aux sanctions contre l'Iran. L'Europe et les USA justifient ces sanctions par un mauvais comportement iranien dans la poursuite de son programme atomique[6] qui est en réalité aussi justifié que légal. Oui, c'est vrai: les premières années, l'Iran n'a pas révélé correctement ses activités. Mais les USA, l'Allemagne et d'autres pays occidentaux étaient intensément occupés durant des décennies à vendre autant au Pakistan, pays livreur principal de l'Iran, qu'à celui-ci directement, tous les équipements et pièces nécessaires, à préserver les acheteurs des deux pays des poursuites par les autorités et forces de sécurité occidentales et à «accompagner» véritablement les programmes atomiques des deux pays. Aux USA, un témoin de la CIA, prêt à témoigner en justice de ces événements, fut très sévèrement harcelé et sa vie professionnelle et privée furent ruinées. Laissons en suspens qu'il y eut partiellement du sabotage dans la politique de livraison des USA. Ces faits avérés et certifiés ne sont surpassés que par une corruption sans exemple de la politique occidentale, principalement américaine, autour de l'Agence atomique internationale de Vienne. Non content que l'ancien directeur de l'AIEA *Mohammed El-Baradei* ait personnellement été mis sous pression pour falsifier des conclusions objectives de son agence dans le sens d'une politique de pressions américaines contre l'Iran, allant jusqu'à des attaques d'écoutes téléphoniques contre l'agence, il faut savoir en plus que celles-ci sont combinées avec des attaques d'écoutes constantes contre l'ONU. Non content que notre allié américain fût intervenu massivement et en violant toutes les règles de la bienséance dans la décision concernant le deuxième mandat d'El-Baradei, c'est en plus actuellement un zélé directeur de l'AIEA complaisant surtout envers les USA qui est en fonction et qui cause par son attitude des dégâts considérables aux deux, à l'office et à son autorité.[7] Il aurait aussi été le devoir de l'Allemagne de faire obstacle à ces machinations dangereuses et d'empêcher ainsi que la communauté d'Etats occidentale continue de perdre sa réputation dans le monde, réputation déjà éprouvée par de nombreuses agressives infractions à la loi.

Le dernier rapport de l'AIEA fourmille par conséquent d'affirmations contraires à la vérité, de vieilles histoires vérifiées sur place et réfutées, basées sur des sources de services secrets fausses et falsifiées. Il tire des conclusions fausses, cite en plus de façon illégale des noms de soi-disant scientifiques atomistes qui travaillent effectivement mais seulement en partie pour le programme atomique iranien. Mais au vu du programme américano-israélien d'assassinats, il met en danger la vie de toutes les personnes citées, ainsi que celle de leur entourage, y compris les membres de leur famille et d'autres innocents qui n'y sont pour rien. Tout ceci se déroule bien que beaucoup de courageux connaisseurs du programme atomique iranien comme El-Baradei, l'expert de l'office de l'énergie atomique us-américaine *Clinton Bastin* et bien d'autres, affirment clairement que l'Iran ne travaille ni à la construction d'armes atomiques ni sera à longue échéance capable de fabriquer de pareilles armes.

Ces actions et de nombreux autres attentats meurtriers, des attentats à la bombe et d'autres opérations armées de services secrets, allant jusqu'à l'incitation à la révolte de la population, particulièrement d'ethnies agitées, et de plus une opposition contre le gouvernement de Téhéran, requinquée artificiellement au-delà de son état habituel, seraient difficilement pensables sans la présence de porte-avions américains devant les côtes de l'Iran. Par conséquent, en application du droit à l'autodéfense, l'Iran serait en droit d'attaquer des troupes qui depuis des années sont de plus en plus impliquées dans des activités agressives et hostiles contre le territoire et la population iraniens.

La deuxième grande provocation de l'OTAN consiste dans le fait que, malgré les avertissements francs et justifiés de l'Iran, deux porte-avions des USA, accompagnés par des unités des marines britannique et française, ont pénétré ces dernières heures dans le golfe Persique. Un troisième se tient à portée de tir contre l'Iran. Trois groupes de porte-avions suffisent pour attaquer l'Iran; l'Irak a d'ailleurs été illégalement attaqué la dernière fois en 2003 avec une force armée de cette importance.

Ces dernières années, comme des milliers de citoyens allemands, j'ai adressé au Bundestag et à vous-même directement des avertissements et des demandes disant qu'en cas de guerre, l'Allemagne, en raison de l'utilisation de guerre américaine des bases aériennes US sur sol allemand, deviendrait automatiquement, selon le droit international public, nation combattante de chaque agression future dirigée par les USA. Ce qui fait que l'Allemagne se trouve prise en otage. A vous, Madame la Chancelière et Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, je reproche que vous n'ayez pas, malgré votre serment professionnel, voulu préserver notre pays de ce dommage et de tous les autres dommages qui pourraient éventuellement encore en résulter, en violation[8] de la Loi fondamentale (art. 26,1). A cette occasion, Madame la Chancelière Merkel, vous devez accepter qu'on vous demande pourquoi, le 28 octobre 2009 vous n'avez pas levé la main[9] pour confirmer votre dernier serment professionnel: était-ce pour ces raisons, et en toute connaissance de cause? Si c'était le cas, toutes les violations dommageables du droit de votre politique commises depuis seraient placées automatiquement sous le soupçon d'un acte délibéré.

Le monde ne se trouve pas loin de l'éclatement d'une guerre, qui pourrait très bien dégénérer en guerre mondiale si d'autres peuples se comportent ne fût-ce qu'à peu près aussi agressivement que votre politique et celle de l'OTAN depuis des jours, mois, années et décennies à l'encontre du peuple iranien, lequel, en comparaison, est pacifique.

Qu'est-ce qui peut encore vous émouvoir, vous deux qui avez effectué votre carrière professionnelle dans ce paysage politique? Peut-être la déclaration de l'ancien secrétaire d'Etat à la défense *Willy Wimmer*, CDU, un membre de longue date de la Commission des Affaires étrangères du Bundestag qui parla précisément à la radio iranienne[10] d'une trace de sang que la communauté des valeurs occidentale aurait laissée dans la politique internationale depuis 1998? Sont-ce les événements de la Seconde Guerre mondiale avec ses 56 millions de morts, qui paraissent apparemment si lointains que plus personne ne semble envisager leur répétition, bien qu'elle s'amorce durant ces heures? N'est-ce pas carrément pervers que l'Allemagne coresponsable se trouvera alors impliquée et se fourre dans la troisième guerre mondiale, cette fois avec les droits d'un volontaire et d'une direction faite d'une politique de lâcheté, de faiblesse et de corruption? Je vous le demande: êtes-vous deux en train de faire en sorte qu'à l'avenir les guerres d'agression d'*Adolf Hitler* apparaissent comme les précurseurs de la politique criminelle de l'OTAN?

Madame la Chancelière Merkel, au mépris de notre Loi fondamentale, vous avez déclaré raison d'Etat la sécurité de l'Etat d'Israël qui, ces dernières années, se comporte de façon de plus en plus agressive. Croyez-vous que l'actuelle marche à la guerre sera en mesure de vous rapprocher de votre but – ou rendra la région plus sûre?

Croyez-vous que la complicité allemande actuelle avec les USA est bonne pour l'amitié de nos peuples – et ne nuit pas en vérité à l'allié parce que politiquement celui-ci s'écarte désespérément du droit chemin? Et pensez-vous aux gens des deux pays qui sont de plus en plus critiques envers leurs dirigeants politiques et ne savent plus s'y prendre avec ce désagréable mélange de promesses électorales rompues, de lois violées et de politique corrompue, comment peuvent-ils opposer quelque chose à ce mélange entretemps devenu explosif?

Suite page 4

Faits concernant le détroit d'Ormuz

Quand il est question d'une éventuelle aggravation du conflit concernant les installations nucléaires iraniennes, on mentionne souvent la possibilité du blocage du détroit d'Ormuz par la marine iranienne. C'est une raison suffisante, pour se pencher de plus près sur ce détroit par lequel sont transportées la majorité des cargaisons du pétrole destiné à approvisionner notamment la Chine, l'Inde et le Japon. C'est une des raisons principales pour laquelle les Etats susmentionnés n'ont participé qu'à contre cœur aux mesures de boycott imposées à l'Iran …

En réalité, la marine iranienne dispose de bien plus de possibilités d'intervention dans le détroit d'Ormuz que ce que la plupart des observateurs (superficiels) en savent. En fin de compte, l'ensemble du trafic maritime y a lieu en coordination avec elle et la marine du sultanat d'Oman! Les conventions actuelles prévoient que tous les navires ayant l'intention de transiter dans le golfe Persique doivent impérativement passer par les eaux iraniennes et les navires dans la direction opposée (d'ouest en est) doivent passer par les eaux territoriales d'Oman.

Jusqu'à présent, l'Iran a autorisé de bonne foi (et conformément aux dispositions de la Partie III de la *Convention des Nations Unies sur le droit de la mer)* le passage de tout navire par le détroit d'Ormuz dans la mesure où il navigue de manière «continue et rapide entre un port et une partie de la haute mer». Dans cette Convention le «passage en transit» est prévu pour le détroit d'Ormuz comme pour tout autre détroit. Mais du point de vue purement juridique, Téhéran n'est pas obligé de s'y tenir, car il a – tout comme les Etats-Unis – bien signé cet accord mais ne l'a jamais ratifié. Cela pourrait être l'occasion d'une revanche. Lors d'événements belliqueux, l'Iran serait, selon l'actuel droit international de la mer, autorisé à interdire tout trafic maritime international dans ses eaux territoriales dans le détroit d'Ormuz, sans porter atteinte à un quelconque accord international!

Dans les deux directions, le trafic maritime devrait alors trouver son chemin à travers les eaux territoriales omanaises, et dans ce cas, la plupart des spécialistes en navigation s'attendent à de sérieuses perturbations. La marine américaine – qui a actuellement au moins un porte-avion, dix croiseurs et cinq grands bâtiments amphibies dans les eaux du golfe Persique – en serait d'ailleurs également concernée. Une «sortie forcée» par le détroit d'Ormuz ne semble guère possible en raison de son étroitesse, au cas où l'Iran s'y oppose. Au point le plus étroit, le passage n'a qu'environ 20 kilomètres de largeur et l'Iran dispose de centaines de petits torpilleurs – dont chacun peut tirer une douzaine de missiles –, de nageurs de combat bien formés et d'autre matériaux de guerre qui en situation de crise peuvent, suite à la proximité, représenter un danger très sérieux – même pour les navires les mieux protégés.

Dans une étude top secrète de la marine américaine, on prévoit – en cas d'une confrontation ouverte dans le détroit d'Ormuz – une éventuelle perte totale de toute la flotte et la mort de près de 20 000 soldats américains! Ce n'est pas en dernier lieu pour réduire cette importance stratégique du détroit d'Ormuz que la plupart des émirats travaillent de toutes leurs forces à la construction d'un oléoduc.

Source: Vertrauliche Mitteilungen, n° 3964 du 31/1/11

«Nous avons à faire à une ingérence massive de l'extérieur»

Interview de Günter Meyer, expert du Proche-Orient, concernant la situation en Syrie

«Bayern 2»: Aujourd'hui se termine le travail de la mission indépendante d'observation de la Ligue Arabe en Syrie. Le rapport, attendu aujourd'hui au Caire, devrait tirer au clair si Damas, le régime d'El-Assad suit ses engagements pour arrêter la crise dans ce pays. Cela ne me semble pas être le cas, à écouter les opposants harcelés. «Le régime fait tirer pour nous empêcher d'approcher les observateurs. On ne peut pas leur parler. Ils sont toujours entourés de gens des services secrets. Les observateurs devraient passer une seule journée ici, dormir et manger chez nous.» Le fait est donc que la mission originale des observateurs, d'arrêter l'effusion de sang et d'obtenir la libération des prisonniers politiques, n'a pas pu être effectuée. Et dans le haut-lieu des protestations de Homs, seulement hier 38 opposants auraient été tués. Au téléphone de «Radiowelt» se trouve Günter Meyer, expert du Proche-Orient de l'Université de Mayence.
Bonjour Monsieur Meyer.
Günter Meyer: Bonjour Monsieur Fargel.

Monsieur Meyer, parleriez-vous d'une «mission impossible» pour les observateurs en Syrie?
Non, pas du tout. Ce que les opposants ne cessent de répéter que la mission aurait échoué – en vérité c'est tout à fait le contraire. La mission a contribué de façon significative à diminuer le nombre de morts. La mission a aussi permis de constater que beaucoup de prisonniers ont été libérés depuis. Et elle a également constaté que ce que les opposants et les médias occidentaux mettent toujours en avant, à savoir que ce serait uniquement le régime répressif des Alaouites qui tirerait sur des manifestants paisibles, n'est pas vrai du tout. Il est absolument évident que nous avons à faire à une organisation terroriste armée, qui est également responsable d'une grande partie des morts dans le pays. Cela s'est tout à fait confirmé aussi dans cette situation-là.

Cela veut dire que nous avons là clairement une façon de voir opposée au régime, une optique massivement renforcée surtout par les intérêts des USA, mais aussi des alliés occidentaux, l'Angleterre, la France et pas en dernier lieu aussi l'Allemagne. Il s'agit là en première ligne d'interrompre l'axe Iran-Syrie-Hezbollah. Eliminer la Syrie signifie qu'il ne peut plus y avoir de livraisons d'armes depuis l'Iran via la Syrie au Hezbollah, qui puissent être dirigées contre Israël.

Mais, Monsieur Meyer, en entendant la manière dont vous décrivez la situation, on croirait à un complot occidental contre la Syrie. Et El-Assad, serait-il à la fin quand même un homme bien?
En aucun cas. Il est évident que c'est un régime répressif et qu'il a exagéré avant tout au début des manifestations quand il a agi avec violence contre les manifestants. Seulement, en très peu de temps, ce conflit de caractère régional s'est élargi en un conflit global dans lequel ce ne sont pas uniquement les puissances occidentales qui défendent leurs intérêts, mais justement les Etats arabes, avant tout le Qatar et l'Arabie Saoudite, qui veulent provoquer de cette manière un affaiblissement de l'Iran. Cela veut dire qu'il ne s'agit plus d'un conflit isolé, mais que nous avons à faire à une ingérence massive de l'extérieur. Et, pas en dernier lieu, la nouvelle de l'arrivée de 600 Moudjahidins en avion depuis la Libye, une action initiée par la CIA. Des agents de la CIA, des agents des services secrets de France et de Grande-Bretagne instruisent des opposants, les équipent à proximité d'Iskenderun (Alexandrette), près de la frontière syrienne, les arment avec des armes qu'ils ont apportées des arsenaux de Kadhafi afin d'initier une guerre civile pour affaiblir le pays dans son ensemble.

Cela veut donc dire que la population syrienne, qui ne se trouve ni d'un côté ni de l'autre, se fait écorcher.
Ce qu'on ne dit pas chez nous dans les médias, c'est par exemple le fait qu'El-Assad a toujours la majorité de la population syrienne derrière lui. Cette étude a justement été faite par le Qatar, c'est-à-dire par la *Fondation Qatar,* et on y a clairement démontré que 55% de la population syrienne ne souhaite pas la démission d'El-Assad. Dans nos médias, on n'en parle pas du tout.

En somme, Monsieur Meyer, brièvement encore une question: croyez-vous qu'El-Assad tiendra avec son régime de violence?
Il restera en tout cas encore quelques mois au pouvoir. Cela dépendra pour beaucoup de l'importance de l'intervention des forces étrangères dans le pays, qui aggravent encore la situation de façon significative; cela ne se limite pas qu'à la Syrie, mais concerne toute la région. •

Source: *Radio Bayern 2* du 19/1/12
(Traduction *Horizons et débats)*

L'Allemagne va-t-elle assumer un nouveau rôle dans le monde, celui de puissance militaire?

Il n'y a qu'une chose à faire: dire non!

par Rudolf Hänsel, Lindau

Dans son discours d'ouverture de la «Rencontre privée des politiques responsables de la sécurité» dans le cadre de la *Conférence de Munich sur la sécurité*, le 3 février 2001, le ministre allemand de la Défense *Thomas de Maizière* a évoqué avec enthousiasme le nouveau rôle et la nouvelle responsabilité militaires de l'Allemagne dans le monde dans le cadre de l'organisation de la sécurité internationale. Il a parlé de la «puissance militaire allemande», de «smart defence». Pour lui, l'Allemagne doit «accroître son leadership» et «participer étroitement» aux forces armées européennes et, si nécessaire, «marcher en tête».

En tant qu'Allemand né juste après la Seconde Guerre mondiale qui, bien qu'innocent, ai grandi avec le sentiment pesant d'appartenir à un peuple d'épouvantables criminels qui ont semé dans le monde la mort et la destruction, qui ne pouvais parler ni à l'école ni dans sa famille de cette hypothèque de son enfance et qui n'ai jamais éprouvé de soulagement, je suis effrayé et indigné de ces fantasmes de puissance militaire exprimés ouvertement, de cette rhétorique belliqueuse et de ce fayotage à l'égard de l'OTAN.

La littérature bouleversante de l'après-guerre, avec les livres inoubliables et les «cris littéraires» des rapatriés comme «Draussen vor der Tür» et «Dann gibt es nur eins» de *Wolfgang Borchert*, «Krieg dem Krieg» d'*Ernst Friedrich,* «Der Weg zurück» d'*Erich-Maria Remarque* ou encore «Ende einer Dienstfahrt» de *Heinrich Böll* et beaucoup d'autres que nous avons dévorés adolescents, avait fait naître en nous l'espoir que ce qui s'était passé ne se reproduirait plus: «Plus jamais la guerre!», «Plus jamais le réarmement de l'Allemagne!» Nos sentiments lancinants de culpabilité ont été quelque peu apaisés par cette littérature.

Après la catastrophe mondiale, les pères de la Loi fondamentale allemande, grâce à leurs réflexions et à leurs textes de loi, ont contribué à nous donner l'espoir qu'à l'avenir les guerres seraient une chose obsolète, qu'elles appartenaient au passé et que nous autres Allemands, grâce à cette «promesse», serions de nouveau accueillis dans la communauté internationale civilisée. De même, la création des Nations Unies, avec leurs objectifs d'assurer la paix dans le monde, de défendre le droit international, de protéger les principes généraux des droits de l'homme et de promouvoir la collaboration internationale, avait nourri notre espoir dans la paix.

Pendant quelques décennies, nous avons, jeunes Allemands, constaté avec soulagement et une certaine fierté que l'Allemagne, malgré le réarmement et la naissance de rêves de grande puissance chez certains politiques, ne se laissait pas entraîner dans les guerres des puissances anglo-saxonnes et que, forte de ses cruelles expériences, elle essayait d'endosser un autre rôle. La grande rupture de tabou s'est produite avec l'invasion condamnable de la Yougoslavie en 1999. En recourant à des mensonges effrontés et à des slogans orwelliens tels que «Plus jamais Auschwitz!» ou «intervention humanitaire», des bellicistes verts et sociaux-démocrates, aux ordres de l'Empire, ont trompé une grande partie de la population allemande et l'ont amenée à se demander si, dans ce cas particulier, on ne devait pas faire une entorse au principe de la Loi fondamentale portant sur l'«interdiction de préparer une guerre d'agression» (art. 26), cela pour empêcher «un nouvel Hitler» et un «second Auschwitz». Cette première rupture de tabou d'une participation allemande à une guerre d'agression contraire au droit international a été suivie, au cours de la dernière décennie, par la participation à d'autres guerres, en Irak et en Afghanistan, à des opérations militaires secrètes dans le monde entier ainsi que par la vente de quantités d'armes à des pays en guerre. Les fantasmes de puissance militaire et les offres d'armements du ministre de la Défense allemand enregistrés lors de la Conférence de Munich sur la sécurité (autrement dit la «Conférence de préparation de la guerre») étaient sans doute une manifestation de soumission aux représentants de l'Empire et elle aura certainement été accueillie avec satisfaction.

En tout cas, le représentant du peuple allemand Thomas de Maizière n'a pas parlé au nom du peuple allemand. Ni au nom de la jeune génération (pensons aux problèmes du recrutement des soldats) ni surtout au nom des générations précédentes qui se souviennent très bien de la guerre et de la reconstruction.

Le peuple allemand n'a qu'une chose à faire: *dire non*! •

(Traduction *Horizons et débats)*

«Guerre d'Iran: Lettre ouverte ...»
suite de la page 3

Vous êtes-vous demandé comment les futurs écoliers du monde entier vont juger vos décisions actuelles?

Pouvez-vous nier que le monde tombe aussi dans cette situation explosive et dans une guerre qui s'en suivra, parce qu'une forte dégringolade attend les USA – la puissance dirigeante de l'OTAN – ainsi que l'Union européenne, grâce à une politique économique, financière et monétaire avide, stupide et notamment corrompue? Croyez-vous que le peuple soit assez bête pour ne pas remarquer cette dernière sale combine de votre politique? Ou croyez-vous que, depuis qu'il y a des armes irradiantes[11], avec lesquelles on peut, sans laisser de traces, plaquer au sol des manifestants devant la Chancellerie, où ils hurlent de douleur, vous puissiez vous retrancher dans le quartier du gouvernement?

A la fin d'une lettre, il y a normalement des salutations polies. Mes problèmes commencent par la question de savoir comment je peux séparer mon respect de votre fonction de mon épouvante concernant l'évolution de la situation, de mon rejet profondément ressenti de votre politique et de mon grand souci pour la paix, pour notre avenir à tous. Je sollicite votre indulgence: ce n'est ni de l'impolitesse, ni mon intention, mais simplement mon impuissance de trouver ici les mots qui conviennent. •

(Traduction *Horizons et débats)*

1 *www.spiegel.de/politik/ausland/0,1518,810695,00.html*
2 *www.spiegel.de/politik/ausland/0,1518,810732,00.html*
3 *www.spiegel.de/politik/ausland/0,1518,810770,00.html*
4 Christoph R. Hörstel: Sprengsatz Afghanistan, München 2007, S. 167f.
5 *www.heraldscotland.com/news/world-news/final-destination-iran-1.1013151*
6 *http://info.kopp-verlag.de/hintergruende/geostrategie/john-lanta/iaea-mit-unlauteren-tricks-gegen-den-iran.html*
7 *www.guardian.co.uk/world/julian-borger-global-security-blog/2010/nov/30/iaea-wikileaks*
8 *http://info.kopp-verlag.de/hintergruende/-europa/john-lanta/aussenpolitische-kriminalitaet-friedens-aufruf-stoert-die-taeter.html*
9 *www.rp-online.de/politik/deutschland/die-hand-beim-eid-blieb-unten-1.2297636*
10 *http://german.irib.ir/analysen/interviews/item/200391-interview-mit-willy-wimmer*
11 *http://en.wikipedia.org/wiki/Active_Denial_System*

Courrier des lecteurs

«Il ne s'agit pas uniquement de la Hongrie, mais de l'Europe toute entière»

Que se soit en Hongrie ou ailleurs, Monsieur *Barroso* parle toujours de démocratie et droit européen!

Le 5 janvier 2012 à Copenhague, Barroso, le président de la Commission européenne, a présenté un avertissement sans équivoque à la Hongrie qui aspire à une véritable liberté et indépendance. Naturellement, il l'enveloppa dans les figures de rhétorique usuelles parlant de liberté et de droit européen. Donc, c'est une exhortation brusque à l'adresse d'un pays dont le gouvernement – et plus encore le peuple – ne désire aucunement se faire tenir en laisse par des eurocrates.

Un regard sur son parcours est édifiant. Sur le site internet de l'UE on peut lire: «Au début de son parcours il est entré dans le parti socialiste du Portugal (PSD).» Cela fait croire qu'il était un sage socio-démocrate. Mais si l'on fait quelques autres recherches, on constate qu'il commença sa carrière politique dans le PCTP MRPP, dont il fut le chef, un groupuscule maoïste de l'extrême gauche toujours actif dans sa patrie. Comme en Suisse, le parti socialiste a absorbé plus ou moins tout ce qui était à gauche, pourvu que cela serve au maintien du pouvoir.

Je ne sais pas si Barroso s'est défait de ses positions maoïstes – qui représentaient la manifestation la plus cruelle du communisme, dépassée uniquement par *Pol Pot* au Cambodge. Mais son insistance à avancer en direction d'un gouvernement central européen – donc pas d'une fédération d'Etats, mais d'un Etat fédéré, selon le modèle de l'Union soviétique, avec toutes ses terribles manifestations – est indéniable.

Werner Wassmer, Aarau

Des groupes de pression comme à Bruxelles

Activités intenses dans la salle des pas-perdus du Palais fédéral

par Marianne Wüthrich

Il y a au Palais fédéral, lors des sessions et des séances de commissions, des allées et venues incessantes, et pas seulement des parlementaires fédéraux ou du personnel de l'administration fédérale. On rencontre, bien au contraire, dans la salle des pas-perdus et au restaurant – des endroits réservés aux parlementaires et à leurs hôtes – une véritable manifestation de groupes de pression de la part de membres d'associations et de conseillers en communication, qui, en tant que personnes de confiance des parlementaires, courent les antichambres. Presque comme à Bruxelles, mais en plus petit.

Selon l'article 69 al. 2 de la Loi sur le Parlement (Loi du 13 décembre 2002 sur l'Assemblée fédérale) tout membre du Parlement peut faire établir une carte d'accès pour deux personnes:

> Art. 69 Droit de disposer des locaux et accès au Palais du Parlement
>
> [2] *Tout député peut faire établir une carte d'accès pour deux personnes qui désirent, pour une durée déterminée, accéder aux parties non publiques du Palais du Parlement. Le nom et les fonctions de ces personnes font l'objet d'une inscription dans un registre accessible au public.*

Dans la mesure où l'on possède une carte d'accès, il est possible de se déplacer dans les salles du Parlement. Cela se comprend dans la mesure où un parlementaire de l'une des deux chambres a besoin, pendant un certain temps, d'un collaborateur personnel. L'Assemblée fédérale est un parlement de milice, ce qui signifie que les parlementaires exercent leur mandat, au travail intense, à côté de leur profession et ont donc besoin de quelqu'un pour les décharger. Ainsi, il y a parmi eux de nombreux juristes et des représentants d'autres professions libérales, des employés dans différentes branches, ainsi qu'un grand nombre de personnes exerçant une fonction dans les directions de partis et d'associations. Mais il y a aussi 18 parlementaires exerçant le métier de professeur ou de chargé de cours, ou encore des mères de famille, 3 jeunes gens sont encore en formation et, il faut le mentionner, 25 parlementaires sur les 246 travaillent dans l'agriculture et la sylviculture.

Au vu de cette double charge de travail, la Confédération octroie à ces parlementaires, en plus de leur revenu et des remboursements des frais, une compensation pour l'entretien d'un employé à temps partiel:

> Art. 3a Contribution annuelle aux dépenses de personnel et de matériel
>
> *Les députés perçoivent un montant annuel de 31 750 francs à titre de contribution aux dépenses de personnel et de matériel liées à l'exercice de leur mandat parlementaire.*
>
> *(Loi sur les moyens alloués aux parlementaires du 18 mars 1988)*

Il est donc tout à fait justifié que l'un ou l'autre des membres des Chambres procure un laissez-passer à un collaborateur ou à un membre de sa famille. Mais qu'ont donc à faire des employés d'associations et des conseillers en communication dans la salle des pas-perdus du Palais fédéral?

De Pro Natura jusqu'à Roger de Weck, en passant par le «Nouveau mouvement européen suisse»

Alors qu'un grand nombre de parlementaires fédéraux, appartenant à divers partis, paraissent parfaitement capables de mener leur mandat sans avoir besoin de conseillers dans la pièce d'à côté, on remarque, en consultant la «Liste des accrédités»,[1] qu'un grand nombre d'associations sont présentes au Palais fédéral dans la phase de délibération et de décision du législatif, qu'ils prennent donc par leur influence directement part aux décisions. Ainsi, on trouve sur cette liste l'ensemble des groupements économiques, en partant d'*économiesuisse* et en passant par l'*Union suisse des arts et métiers,* les associations paysannes, jusqu'aux représentants des syndicats et des associations de protection des consommateurs, mais aussi l'association des locataires et celle des propriétaires, l'*Union pétrolière* et l'*Agence des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique,* ainsi que l'*Agence solaire suisse,* l'*Association suisse d'assurances* et *Interpharma, Migros, TCS* et *ATE* (association de défense des automobilistes et des piétons), mais curieusement aussi des entreprises fédérales comme la *SUVA* et les *CFF* qui peuvent se faire entendre directement au sein de l'administration fédérale.

Salle des pas-perdus du Palais fédéral. «Il est indigne que les cantons, Etats-membres souverains de la Confédération, se voient contraints de faire le pied de grue dans les antichambres du Palais fédéral. La population est appelée à soutenir nos cantons, afin qu'ils retrouvent leur forte position au sein de la Confédération.» (photo © Das Schweizer Parlament.)

Ce qui frappe, c'est la forte présence d'associations de protection de l'environnement qui s'immiscent dans des projets douteux récents tels que les parcs naturels et les stratégies de biodiversité: *WWF, Pro Natura, Biomasse Suisse* et *Greenpeace, Birdlife Suisse* et *Bio Suisse* sont même en partie représentés plusieurs fois, tous en tant que «conseillers» de politiciens de gauche. En fait, j'avais pensé jusqu'à présent que la Gauche était vraiment préoccupée par les difficultés de l'environnement – mais bien au contraire, ils semblent se laisser entraîner dans les manigances de clubs d'intérêts internationaux et centralisateurs. Une parlementaire socialiste bénéficie des conseils de Geliko (Conférence nationale suisse des ligues de la santé). Geliko est coresponsable de ce malheureux projet de Loi sur la prévention soumis actuellement à la discussion au sein du Parlement. Ah mais, tant qu'on parle du centralisme internationaliste: il n'y a qu'un seul conseiller national qui indique ouvertement sur la «Liste des accrédités» un propagandiste du NOMES (*Nouveau mouvement européen suisse*) qui exige l'adhésion pure et simple de la Suisse à l'Union européenne, un autre a accrédité un membre de la direction du NOMES sans indiquer sa fonction! D'ailleurs, une série de parlementaires sont membres du NOMES, y compris certains appartenant à un parti ayant déclaré solennellement avoir renoncé à l'objectif d'adhésion à l'UE. Comment pourrait-il en être autrement – *Roger de Weck,* qui dirige la SSR (Radio Télévision Suisse) financée par toute la population à l'aide de redevances obligatoires, et nous inonde quotidiennement à la radio d'un discours politiquement correct, se trouve lui aussi dans la salle des pas-perdus du Palais fédéral.

Ce qui est bon pour Bruxelles ne l'est pas forcément pour la Suisse

En Suisse, il est absolument inutile et déplacé que des associations se comportent en «conseillers» des représentants du peuple pendant les débats parlementaires. Car chez nous – contrairement à l'Union européenne – c'est le peuple qui possède le droit législatif. Et tout groupe de pression a la possibilité de s'en mêler lors des phases préliminaires.

On sait qu'en Suisse les citoyennes et citoyens ont la possibilité de décider sur un grand nombre des différents textes soumis à la votation au trois niveaux (Confédération, cantons et communes). Mais le système de démocratie directe va encore plus loin: déjà dans les diverses phases préparatoires de la législation, il y a de nombreuses possibilités pour la population, mais aussi pour les cantons, pour les associations d'intérêts et pour les partis politiques, de présenter leur opinion et leurs besoins. C'est ainsi que les mêmes associations, qui estiment nécessaire de jouer les groupes de pression au Palais fédéral, sont déjà admises dans les Commissions d'experts qui préparent, sur commande du Conseil fédéral, les projets de lois, y compris des lois constitutionnelles, ainsi que les accords à conclure avec d'autres Etats.

De plus, chaque projet de loi fédérale, par exemple, est envoyé en consultation, c'est-à-dire que le Conseil fédéral octroie un délai de quelques mois pendant lequel les cantons, les partis, les associations, mais aussi les citoyennes et citoyens, ont la possibilité d'émettre leur avis quant à la loi prévue, et cela non seulement de façon générale, mais aussi dans les détails. Les réponses de la consultation, qui sont actuellement intégralement publiées sur Internet, sont étudiées par le Conseil fédéral amenant les adaptations nécessaires aux projets de lois.

Puis, le Conseil fédéral adresse son message au Conseil national et au Conseil des Etats. Il y présente le projet de loi et résume les résultats de la consultation. C'est un des résultats de la démocratie directe de procéder de façon aussi variée et d'y inclure les nombreux cercles intéressés, bien avant que le projet ne soit débattu au Parlement. En effet, si un projet se heurte déjà lors de la consultation à une forte opposition, le Conseil fédéral fait bien d'apporter les modifications requises selon les vœux des participants à la consultation. Car une loi doit pouvoir «résister à un référendum»: si dès l'abord on doit craindre que des partis, des associations ou des groupes de citoyens sont disposés à saisir le référendum et qu'il y a un grand risque que la loi soit désavouée lors de la votation populaire qui s'ensuivra, il n'est guère sensé de la présenter au Parlement. Lors de leurs délibérations concernant une loi, les Chambres aussi doivent toujours prendre en compte que finalement elle devra réunir une majorité de la population. Tout ceci est aussi valable au niveau des cantons et bien sûr aussi des communes.

Le caractère de démocratie directe apparaît partout, c'est pourquoi nous n'avons pas besoin de groupes de pression dans les antichambres de l'Assemblée fédérale.

Les conseillers en communication s'implantent

Un grand nombre de conseillers nationaux et de conseillers aux Etats semblent non seulement avoir besoin de soutien pour leur travail régulier, mais occupent en plus un conseiller en communication. Les entreprises *Dynamicsgroup* en passant par *pluswert GmbH, Studerus und Partner AG, Farner Consulting AG, Furrer, Hugi & Partner, Köhler, Stüdeli & Partner GmbH,*[2] *Ecopolits GmbH, Hotz Communications AG, Mueller Consulting & Partner, Swiss Communication Agency, Perron Campaigns* jusqu'à *Burson-Marsteller,* entreprise de spin doctors multinationale, (l'énumération n'est pas complète) mettent à disposition de nos élus des spécialistes en relations publiques.

Les buts à atteindre, de ces entreprises de relations publiques, n'ont généralement rien à voir avec les objectifs d'un parlementaire suisse, qui sont de se consacrer ouvertement et honnêtement aux questions politiques, se former une opinion personnelle – si nécessaire même à l'encontre de son groupe parlementaire! – de s'exprimer lors des débats parlementaires et finalement de voter en fonction de son intime conviction. Dans ce contexte on peut affirmer que les mots d'ordre de certaines firmes ne sont pas du tout compatible avec le travail du Parlement.

> *«Wir bringen die Kernbotschaft ins Ziel. Wenn nötig auch mit unkonventionellen Mitteln.» [«Nous amenons le message fondamental à son but, si nécessaire par des moyens non conventionnels.»] (pluswert GmbH)*
>
> *«To get into the News or get them out of it.» [«Afin d'apparaître dans les nouvelles, ou comment en sortir.»] (Swiss Communication Agency)*
>
> *«Wir sind in verschiedenen Bereichen tätig. Dazu gehören Finance and Banking, Life Sciences, Biotechnologie, Global Health Care sowie Informationstechnologie.» [«Nous sommes engagés dans divers domaines, dont la finance et les banques, les sciences de la vie, la biotechnologie, le Global Health Care et la technologie de l'information.»] (dynamicsgroup)*
>
> *«Wir erarbeiten mit Ihnen eine Kommunikationsstrategie, suchen Ereignisse, auf die Sie reagieren können, schreiben auf Wunsch den Medientext und erledigen nach ihrem ‹Gut zum Druck› den Versand.» [«Avec vous, nous mettons au point une stratégie de communication, nous cherchons des événements qui vous permettent de réagir, nous rédigeons selon vos vœux les textes pour les médias et nous nous occupons des envois une fois que vous aurez donné votre ‹bon à tirer›.»] (ecopolitics)*

On ne peut, en prenant connaissance de tout cela, que souhaiter que nos représentants élus mettent leur point d'honneur à faire leur travail politique correctement et honnêtement, sans demander à des conseillers en communication de leur «chercher les événements» auxquels ils désirent «réagir».

Burson-Marsteller vaut la peine d'être mentionnée séparément. *Urs Rellstab* und *Marie-Louise Baumann* qui «conseillent» deux conseillères nationales au sein du Palais fédéral sont tout de même les deux membres du conseil d'administration de cette entreprise multinationale. La petite tentative d'occulter les faits dans la «Liste des accrédités» au Palais fédéral est néanmoins assez suffisant: On y indique l'entreprise «MLB Communication» comme étant celle de Marie-Louise Baumann. Toutefois, cette firme ne fut fondée qu'en 2010, peu après l'élection de cette dame au conseil d'administration de *Burson-Marsteller,* après qu'elle eût «mené avec succès depuis 2000 le département ‹Public-Affairs› en tant que membre de la direction» (cf. page d'accueil du site de *Burson-Marsteller*[3]). Pourquoi veut-on dissimuler ce fait en utilisant un nom d'entreprise inconnu? Peut-être parce que le chef de l'entreprise, *Harald Burson,* s'était vanté en 2006 encore d'avoir conseillé dans les années septante le dictateur chilien *Augusto Pinochet* et la junte militaire argentine? Ou parce que *Burson-Marsteller* est spécialisé dans le «grassrooting», qui permet d'organiser des «mouvements politiques de base» et des «initiatives citoyennes» artificielles qui servent en réalité les intérêts de groupes industriels?[4] En vérité, voilà un concept de la

Suite page 7

Davantage d'estime de soi et de raisonnement stratégique

Deux vœux pour la Suisse

par Gotthard Frick, Bottmingen

Avec la moitié des habitants de Pékin, sans matières premières et sans accès direct à la mer, la Suisse fait partie des leaders mondiaux en matière de puissance économique. Avec les transversales alpines, nous sommes aussi détenteur d'un élément d'importance stratégique pour toute l'Europe, et les Alpes sont une forteresse militairement relativement facile à tenir. Et enfin nous avons un système démocratique formidable.

Nous aurions donc toutes les raisons de nous percevoir comme un pays conscient de soi et fort et de nous présenter face à nos voisins et au monde de façon correspondante (sans pour autant tomber dans l'arrogance et la prétention).

Mais nous avons un double problème qui explique nos difficultés actuelles dans le monde, entre autre avec l'Allemagne en ce qui concerne l'aéroport de Kloten, ou avec les Etats-Unis et différents autres pays à cause de l'éternel sujet de la place financière. Nous avons un complexe d'infériorité collectif, et nous sommes apparemment incapables de raisonner stratégiquement, c'est-à-dire à long terme et dans des contextes plus larges.

(Cependant l'auteur n'a jamais jugé comme éthiquement défendable ou durable le «modèle» d'affaire de la place financière aidant les citoyens étrangers activement dans la fraude. J'ai également toujours rejeté la démesure qui émane de cette branche et qui ne concorde pas avec l'image de la Suisse, et la mutation partielle vers un casino qui est pour l'économie sans aucune utilité. Mais cela n'a rien à voir avec le fait que la Suisse s'incline toujours aussi vite, par exemple en renonçant à exiger que les Etats-Unis eux aussi ferment leurs refuges fiscaux.)

Le complexe d'infériorité se montre quelquefois clairement. Qui ne se souvient pas de l'image pénible du conseiller fédéral *Merz* qui portait aux nues le crâneur en chef de la cavalerie *Peer Steinbrück*? Moins visible, parce que montrée seulement dans une courte séquence à la télé, mais pas moins évocatrice et inacceptable, fut la révérence de la présidente de la Confédération *Leuthard* devant le président *Sarkozy* lors de sa visite à Paris. Les chefs d'Etats sont au même niveau et ne s'inclinent pas. Si quelqu'un devait s'incliner, cela aurait dû être l'homme Sarkozy devant la femme. Ce faisant, il n'aurait pas signalé une servilité, mais exprimé des manières galantes.

Il semble en outre que l'ensemble des politiciens, du Conseil fédéral jusqu'aux Chambres fédérales, soient incapables ou n'aient pas le temps de raisonner dans des contextes plus larges. Est-ce que le Conseil fédéral prend quelquefois le temps de discuter le développement à long terme du monde, d'envisager les scénarios probables et possibles avec leurs conséquences pour notre pays, et de fonder là-dessus une stratégie entière? A en croire les témoignages de parlementaires éminents, nos représentants du peuple n'ont déjà depuis longtemps plus de vue d'ensemble. Chacun se consacre à ses thèmes spéciaux et restreints, sans aucun rapport avec une vision globale, et il travaille au-delà en premier lieu à sa prochaine réélection. De plus, la plupart des politiciens suisses allemands se trouvent dans une position de faiblesse face à des interlocuteurs étrangers, parce qu'ils ne savent pas s'exprimer bien oralement (heureusement nous avons encore les Romands qui maîtrisent leur langue).

Pourquoi nous laissons-nous imposer par un voisin la discussion d'un thème ponctuel, comme le trafic aérien de l'aéroport de Kloten, et ne l'associons-nous pas avec le grand thème du trafic en général (trafic maritime, circulation routière, trafic aérien, circulation ferroviaire, y compris l'extension du tronçon du côté allemand pour l'absorption du trafic supplémentaire du nouveau tunnel du Gothard)? Pourquoi n'incorporons-nous pas les questions à ce sujet dans un accord de trafic général, ou du moins dans des négociations complètes avec l'objectif d'une stratégie générale? Dans le cadre de négociations, l'exposition aux bruits et la pollution atmosphérique auxquelles sont confrontés les habitants, par exemple dans les cantons d'Uri et du Tessin, par des camions et automobiles allemands, pourraient être compensées avec le bruit de la circulation aérienne que doivent subir les habitants en Allemagne du Sud. On ne peut pas seulement limiter unilatéralement le trafic aérien.

Il est temps de se livrer à une discussion fondamentale sur le complexe d'infériorité suisse et l'incapacité de raisonner stratégiquement, autrement le futur de notre pays pourrait devenir encore plus difficile que ce qu'il sera probablement de toute façon. •

(Traduction *Horizons et débats)*

Communiqué de presse de l'Union suisse des paysans du 1er février 2012

Politique agricole 2014–17: corrections insuffisantes

thk. Le 1er février 2012, le Conseil fédéral a adopté le message au sujet de la Politique agricole 2014–17. Pendant que les libéralisateurs du marché saluent la nouvelle orientation des soutiens à l'agriculture, qui seront versés moins pour la production agricole que pour les soins du paysage et de la biodiversité mis en avant par l'UE, les associations paysannes et agricoles prennent la parole et émettent ci-contre leurs critiques.

L'obligation de la politique agricole de veiller «à la sécurité de ravitaillement de la population» – selon l'article 104 (Agriculture) de la Constitution fédérale – est enfreinte par cette proposition et doit être refusée. Il semble que le Conseil fédéral, et notamment le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann, continue de favoriser la libéralisation de l'agriculture et l'augmentation de l'importation de produits alimentaires et agricoles. Ainsi nos paysans se transformeront en jardiniers du paysage et nous citoyens dépendront de plus en plus de l'importation de produits étrangers …

Le Conseil fédéral a adopté aujourd'hui le *Message relatif à la politique agricole 2014–17*. Il a apporté quelques adaptations à un texte mis en consultation qui se souciait peu des inquiétudes du monde agricole. L'*Union suisse des paysans* se félicite de ces corrections, mais celles-ci s'avèrent toutefois nettement insuffisantes.

Après avoir effectué la consultation relative au nouveau train de réformes de la *Politique agricole 2014–17* (PA 14–17) au début de l'été, le Conseil fédéral a adopté son message aujourd'hui. Ce faisant, il a tenu compte de certaines propositions de l'*Union suisse des paysans* (USP). L'USP salue en particulier la volonté de la Confédération de maintenir l'enveloppe financière pour le soutien à l'agriculture. Elle approuve aussi les modifications légales permettant de renforcer la stratégie de qualité, d'introduire la notion de souveraineté alimentaire dans la loi et de mettre en place des règles de contractualisation au niveau de la filière lait. La décision d'assurer le financement de la prime pour le lait transformé en fromage de 2014 à 2017 est également réjouissante pour les producteurs de lait, qui traversent une période difficile.

Il est cependant regrettable que l'enveloppe financière ne soit pas indexée au renchérissement, ceci d'autant plus que les agricultrices et les agriculteurs devront supporter des charges supplémentaires conséquentes et d'inévitables pertes de rendement, en raison de nouveaux programmes dans les domaines de l'écologie et de la protection du paysage. En d'autres termes, l'agriculture devra fournir davantage de prestations pour le même montant. Du point de vue de l'USP, la Confédération envoie également un mauvais signal en renonçant à renforcer certains instruments du marché.

Les critères d'entrée en matière et de limitation des paiements directs correspondent aux attentes de l'USP, à l'exception de la suppression de toutes formes de contributions pour les surfaces en zone à bâtir. Si le changement de système permet de mieux cibler les paiements directs sur les objectifs constitutionnels, il provoque aussi une grande insécurité et vient fragiliser la production de denrées alimentaires. Pour l'USP, des adaptations s'imposent en particulier à trois niveaux:

1. Les contributions accordées aux surfaces herbagères doivent impérativement tenir compte de la charge en bétail effective.
2. Les grandes cultures doivent être encouragées, en particulier la production indigène de céréales fourragères.
3. Les contributions à la transition doivent être réduites au profit des contributions à la sécurité de l'approvisionnement.

En définitive, la tendance est toujours largement à un renforcement des mesures écologiques, éthologiques et paysagères. L'USP ne s'oppose pas à ce «verdissement», pour autant qu'il ne se réalise pas aux dépens de la production de denrées alimentaires et des revenus des familles paysannes. Or, la *PA 14–17* ne garantit pas, selon l'USP, une production agricole variée et de qualité pour satisfaire la demande de la population suisse et n'offre pas de perspectives d'amélioration aux familles paysannes s'agissant de leurs revenus: ceux-ci accusent toujours un retard de l'ordre de 40% par rapport aux revenus d'autres secteurs. Il appartient à présent aux Chambres fédérales d'apporter les corrections nécessaires pour que la *PA 14–17* offre enfin des conditions-cadres adaptées aux besoins de ses principaux acteurs: les agricultrices et les agriculteurs. •

Renseignements: *Francis Egger,* Economie, politique et affaires internationales USP, Tél. 079 280 69 66; *Martin Pidoux,* Politique agricole USP, Tél. 031 385 36 43

www.sbv-usp.ch

La Politique agricole 2014–17 s'écarte de la Constitution!

Le Conseil fédéral vient de transmettre le message concernant la *Politique agricole 2014–17* (PA 14–17) au Parlement. Et les premier commentaires simplistes fusent: «La même somme d'argent – mais distribuée un peu différemment.» Cependant, le Conseil fédéral propose dans le *PA 14–17* un changement fondamental: les paiements directs ne seront plus utilisés pour soutenir la production agroalimentaire mais, en fin de compte, ils seront entièrement utilisés pour réaliser des services écologiques.

Selon la Constitution, les paiements directs servent à égaliser la différence des revenus entre les pays à bas salaires et la Suisse, qui est – en matière de création de valeurs – un pays à prix et salaires élevés, afin de garantir la production alimentaire. D'après la proposition du Conseil fédéral, qui va bientôt être l'objet de délibérations au Parlement, les paiements directs ne seraient plus une rémunération en faveur de la production afin d'assurer à l'agriculture un revenu équitable pour la production alimentaire, mais une rémunération de services rendus pour l'environnement, et spécialement définis. Cela signifie un changement fondamental de système. Car cela produirait un recul croissant des revenus dans le domaine de la production agro-alimentaire et un report des paiements directs vers le domaine des services en faveur de l'environnement. Cela n'est pas prévu dans l'article 104 de la Constitution fédérale.

De même, l'exigence du *Contrôle fédéral des finances* (CDF) de décembre 2011, de ne plus afficher à l'avenir séparément les revenus de la production agro-alimentaire et les revenus supplémentaire para-agricoles ou non agricoles, mais de les attribuer au revenu agricole, suit le même objectif – qui s'écarte des buts de la Constitution–, c'est-à-dire de remplacer petit à petit la production agro-alimentaire actuelle par des revenus dans le domaine de l'environnement, des loisirs et des services offerts par les parcs.

Que la *PA 14–17* aspire à un changement de système fondamental et non pas simplement à un «perfectionnement» est prouvé par le fait que les «paiements directs généraux» actuels, qui égalisent les revenus, seront rangés pour la plupart sous la rubrique «Contributions d'adaptation» (qui dans le message sont appelés «Contributions transitoires»), pour ensuite pouvoir peu à peu les annuler entièrement sous réserve de l'élargissement des services environnementaux non liés à la production, ce qui fait que l'égalisation des revenus par les paiements directs, prévue dans la Constitution, serait éliminée.

Art. 104 (Agriculture) de la Constitution fédérale

1 La Confédération veille à ce que l'agriculture, par une production répondant à la fois aux exigences du développement durable et à celles du marché, contribue substantiellement:
- a. à la sécurité de l'approvisionnement de la population;
- b. à la conservation des ressources naturelles et à l'entretien du paysage rural;
- c. à l'occupation décentralisée du territoire.

2 En complément des mesures d'entraide que l'on peut raisonnablement exiger de l'agriculture et en dérogeant, au besoin, au principe de la liberté économique, la Confédération encourage les exploitations paysannes cultivant le sol.

3 Elle conçoit les mesures de sorte que l'agriculture réponde à ses multiples fonctions. Ses compétences et ses tâches sont notamment les suivantes:
- a. elle complète le revenu paysan par des paiements directs aux fins de rémunérer équitablement les prestations fournies, à condition que l'exploitant apporte la preuve qu'il satisfait à des exigences de caractère écologique;
- b. elle encourage, au moyen de mesures incitatives présentant un intérêt économique, les formes d'exploitation particulièrement en accord avec la nature et respectueuses de l'environnement et des animaux;
- c. elle légifère sur la déclaration de la provenance, de la qualité, des méthodes de production et des procédés de transformation des denrées alimentaires;
- d. elle protège l'environnement contre les atteintes liées à l'utilisation abusive d'engrais, de produits chimiques et d'autres matières auxiliaires;
- e. elle peut encourager la recherche, la vulgarisation et la formation agricoles et octroyer des aides à l'investissement;
- f. elle peut légiférer sur la consolidation de la propriété foncière rurale.

4 Elle engage à ces fins des crédits agricoles à affectation spéciale ainsi que des ressources générales de la Confédération.

Suite page 7

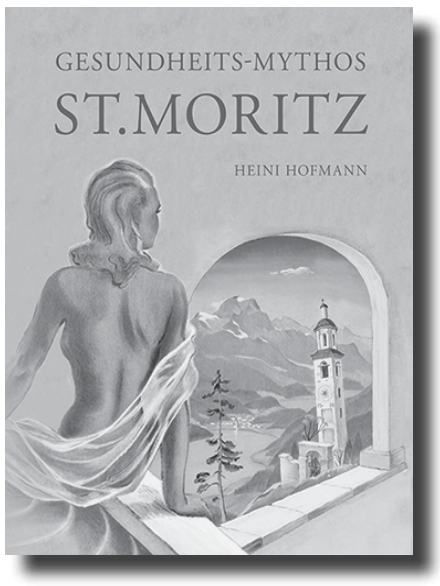
Nouvelle parution

«Le mythe sanitaire de Saint-Moritz»

Un nouveau livre de Heini Hofmann

L'histoire de la médecine de Haute-Engadine, en partie chargée de problèmes, est démontrée sans fard mais de manière objective. Il est à peine connu aujourd'hui que les cadeaux de la nature tels que les eaux acides, le soleil et le climat montagnards ont fait de Saint-Moritz ce qu'il est aujourd'hui: une destination de tourisme connue dans le monde entier. Ce ne sont pas les hôtels avec leur clientèle exclusive et le sport qui ont été à l'origine de cette histoire à succès. Tout a commencé ici avec la plus ancienne et plus haute source thermale. C'est grâce à elle que l'ancien village rural inaperçu est devenu célèbre dans le monde entier. Aujourd'hui, la source utilisée depuis 3500 ans mène cependant une existence marginale.

Que le soleil de Saint-Moritz soit plus qu'un logo attractif a prouvé le médecin de la vallée, le célèbre *Dr Oscar Bernhard,* entretemps pourtant tombé dans l'oubli. Il a inventé l'héliothérapie (un traitement par la lumière solaire) par laquelle mondialement des centaines de milliers de patients ont été sauvés de la tuberculose osseuse et articulaire alors qu'aucun remède contre la tuberculose n'était encore disponible. Le mythe sanitaire de Saint-Moritz est étroitement lié à la trilogie naturelle de la source thermale, du soleil et du climat montagnards. Aujourd'hui on se sert consciemment ou inconsciemment de ces stimulants de la nature dans le tourisme, le sport, le wellness et la médecine. Car ils travaillent tous avec des attraits selon le truisme: Une vie attrayante est une vie pleine d'attraits!



Un livre – pas comme les autres: écrit dans un style amusant et captivant, avec des trouvailles et des citations originales et inconnues de différentes époques, merveilleusement illustré et permettant une approche aux laïques et aux spécialistes, aux jeunes et aux personnes âgées. Un livre transmettant la vision qu'on pourrait de nouveau se servir davantage des dons de la nature. L'auteur *Heini Hofmann* est un journaliste scientifique connu (né à Uetendorf près de Thun en 1938 et étroitement lié au Grisons), autrefois vétérinaire de zoo et de cirque (au jardin zoologique de Bâle et au cirque national suisse), directeur du Kinderzoo Rapperswil, conseiller d'institutions diverses et organisateur de divers projets dans le domaine de la coordination entre l'agriculture et la population des agglomérations, auteur du livre d'animaux le plus à succès de Suisse, «Tiere auf dem Schweizer Bauernhof» [Les animaux de la ferme suisse], qui a été représenté in vivo dans le musée suisse du *Ballenberg* sous forme du premier zoo d'animaux de rente. Il est coauteur de beaucoup de publications de la presse écrite en Suisse et à l'étranger. Son point de vue des choses fait preuve de compétence solide, de messages clairs et de la plus grande objectivité car il est libre de toute sorte de dépendance. •

Heini Hofmann: *Gesundheitsmythos St. Moritz.* Die bewegte Medizingeschichte von St. Moritz mit Biografie von Dr. Oscar Bernhard (1861–1939); détaillé, compréhensible et divertissant. Plus de 400 illustrations la plupart en couleur, format 22,5 x 28,5 cm; 440 pages. Reliure de tissu et enveloppe de protection. Editeur: Dr. Oscar Bernhard-Stiftung Montabella Verlag, St. Moritz, ISBN 978-3-907067-40-6 CHF 98.– / EUR 89.–

Le livre est disponible dans les librairies, ou il peut être commandé directement auprès de l'auteur: Heini Hofmann, Hohlweg 11, CH-8645 Jona, Tél. +41 55 210 82 50, Fax +41 55 210 82 64

«Que faire en cas d'engelures et de gelures?»

«La Politique agricole 2014–17 …»
suite de la page 6

La cosmétique appliquée par le Conseil fédéral à son message de début février 2012 suite à la consultation ne change rien au projet de base. Ainsi, les contributions à la sécurité de l'approvisionnement et au paysage cultivé s'élèvent ensemble à environ 50% des paiements directs. Comparé aux paiements directs «généraux» actuels, égalisant les revenus avec la participation de plus de 80% au total des paiements directs, cela représente une baisse considérable, qui manquera à l'avenir à la production alimentaire.

D'autres étapes de suppression suivraient. Notre agriculture serait ainsi, contrairement à l'exigence de la sécurité alimentaire et de la production de proximité, nettement obligée de devenir plus extensive, avec de faibles rendements, ce qui augmenterait les importations. Un tel processus sert le libre-échange agricole, ouvre une brèche au trafic de perfectionnement actif pour l'industrie agro-alimentaire du deuxième niveau, et remplace finalement l'agriculture par la préservation des sites. L'espace complémentaire, bloqué jusqu'à présent par l'aménagement du territoire et le droit foncier, pourrait ainsi enfin – en cédant à la pression du «Citystate Switzerland» – s'ouvrir à un développement immobilier sans limites … Pour les prestations de service environnementales, les élargissements de plans d'eau en faveur de toujours plus d'espaces de repos, les parcs et les terrains de jeux, il faut mettre toujours plus de terres arables à disposition, qui – malgré la rhétorique verte – seront obtenues beaucoup plus facilement si l'agriculture du pays est réduite au profit d'une «écologie» mal comprise.

Ce projet de réformes très complexe, avec toutes ses propositions de changement spectaculaires, persiste cependant dans l'esprit d'une économie de croissance illimitée. Une réforme qui conduirait à une économie écologique et durable doit s'attaquer en premier lieu au paradigme de croissance qui a fait son temps. Notre époque exige d'intensifier et de différencier de manière durable nos propres bases d'alimentation, et non pas de promouvoir une «extensification» en faveur de plus d'importations. Toutes les approches pour intensifier la coopération entre les consommateurs et les agriculteurs, qui sont la base de tout effort pour une consommation plus écologique, sont délibérément et unilatéralement omises dans la *PA 14–17,* nettement en faveur du libre-échange agricole. Le fait que le marché alimentaire n'est pas un marché de croissance comme un autre ne devrait pas être reconnu seulement au moment où la crise de ravitaillement qui s'annonce nous tombe dessus. •

SVIL Schweizerische Vereingung Industrie und Landwirtschaft, Zurich-Oerlikon, communiqué du 3/2/12

Renseignements: Hans Bieri, 079 432 43 52

(Traduction *Horizons et débats)*

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– Euros

ISSN 1662 – 4599

© 2012 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

«Des groupes de pression …»
suite de la page 5

notion de «conseil» qui n'est pas compatible avec la démocratie suisse!

Des cantons souverains dans les antichambres bernoises?

Les cantons sont les Etats fondateurs de la Confédération helvétique. Le principe fédéral est donc très ancré dans notre pays: Les Etats membres sont souverains «tant que leur souveraineté n'est pas limitée par la Constitution fédérale et exercent tous les droits qui ne sont pas délégués à la Confédération.» (cf. article 3; cf. aussi article 42) L'article 43a, alinéa 1, va dans le même sens: «La Confédération n'assume que les tâches qui excèdent les possibilités des cantons ou qui nécessitent une réglementation uniforme par la Confédération.»

Depuis quelque temps, la Confédération tient de moins en moins compte de cette position forte des cantons qui est ancrée dans la Constitution. Un grand nombre d'offices fédéraux s'efforcent de procurer plus de compétences à la Confédération, par exemple dans les domaines de l'éducation, de la santé publique (lois sur la prévention, vaccins en masse, etc.), de l'environnement (parc naturels, stratégies de biodiversité) ou de l'aménagement du territoire (projet de territoire, espaces métropolitains). Le but est d'affaiblir de plus en plus le fédéralisme et le principe de subsidiarité, le remplaçant par un contrôle centralisé dans le plus grand nombre possible de domaines. Car, selon les intentions de certains groupes, la Suisse doit, sans retenue, continuer à conclure de prétendus accords bilatéraux avec l'UE et se soumettre, dans d'autres domaines aussi, au diktat de Bruxelles, que ce soit par l'acceptation «autonome» du droit européen par l'administration fédérale, ou par l'acceptation «automatique» de ce droit, tel que l'exige de plus en plus ouvertement Bruxelles. Sur cette voie vers l'adhésion complète de la Suisse à l'UE, prévue à long terme, les cantons avec leurs pouvoirs fédéraux sont un obstacle particulier. C'est pourquoi on s'efforce constamment de réduire ces compétences cantonales traditionnelles.

Donc, les cantons, qui sont pourtant des partenaires égaux de la Confédération dans notre structure d'Etat fédéral, se voient obligés de patienter dans les antichambres de Berne afin de ne pas perdre tous leurs droits: «Ce développement est aussi une réaction à la perte accrue de compétences du fait de la législation fédérale ou des accords avec l'UE.» (*«Neue Zürcher Zeitung»* du 31/1/12: «Comment les cantons renforcent leurs groupes de pression au sein du Palais fédéral»). C'est ainsi que plusieurs cantons, notamment Bâle-Ville, Genève, le Jura, Lucerne, Vaud, le Valais, le Tessin, ainsi que la ville et le canton de Berne, délèguent un représentant auprès d'un membre du Conseil national ou du Conseil des Etats. Selon le représentant du canton du Tessin, leur présence dans les antichambres de l'Assemblée fédérale est une réaction à la limitation de capacité d'action des cantons et à la centralisation de la législation. A la demande des cantons, la délégation administrative des Chambres fédérales a, selon la «*Neue Zürcher Zeitung»,* décidé récemment d'accorder l'accès à la salle des pas-perdus à un représentant d'intérêts supplémentaire par canton.

Il semble bien que les importants efforts de la Confédération pour réduire l'influence des cantons ne soient pas couronnés de succès. Ni les régions métropolitaines ou *Interreg* importée de l'UE, ni la *Conférence des gouvernements cantonaux* (CdC) créée selon le modèle de l'UE, ainsi que ses sous-conférences ne peuvent retenir les cantons d'exiger au sein même du Palais fédéral l'application de leurs droits fondamentaux de membres souverains de la Confédération. Car, aussi dans la «Maison des cantons» à Berne, ce ne sont pas les cantons individuellement qui sont représentés, mais uniquement leurs «Conférences des ministres».

Conclusion

Il est préférable de s'en tenir aux vertus de nos structures démocratiques plutôt que de s'adapter à l'organisation non-démocratique de l'UE: Les associations et les entreprises doivent de nouveau se contenter de participer aux processus législatifs habituels. Nos représentants politiques devraient être en mesure de réfléchir et d'agir pour le bien de la population et du pays sans avoir besoin du soutien constant de conseillers en communication.

Il est indigne que les cantons, Etats-membres souverains de la Confédération, se voient contraints de faire le pied de grue dans les antichambres du Palais fédéral. La population est appelée à soutenir nos cantons, afin qu'ils retrouvent leur forte position au sein de la Confédération. Nous sommes nous aussi responsables du maintien d'un fédéralisme digne de ce nom. Car nous avons la possibilité de dire «non» quand un projet de loi prévoit d'étendre le pouvoir central de la Confédération, et donc d'affaiblir le pouvoir des cantons. De plus, il existe en Suisse un référendum cantonal. Selon l'article 141, alinéa 1 de la Constitution fédérale, ce n'est pas uniquement le peuple qui a le droit par 50 000 signatures d'exiger le référendum facultatif contre un projet de la Confédération, mais aussi un minimum de huit cantons. Pour la première fois depuis 1874, 11 cantons ont saisi ce droit en 2003 – généralement sur décision du Parlement cantonal – contre un projet de paquet fiscal de la Confédération. Ce train de mesures fiscales fut refusé lors de la votation fédérale du 16 mai 2004 par 65,9% des voix. Alors, pourquoi ne pas utiliser plus souvent ce droit de référendum des cantons au lieu de s'en remettre uniquement à la *Conférence des gouvernements cantonaux?* •

---

1 *www.parlament.ch/d/organe-mitglieder/nationalrat/Documents/zutrittsberechtigte-n.pdf*

2 Le directeur *Walter Stüdeli* est membre de la direction du NOMES et mène des campagnes dans le domaine de la santé publique, p. ex. pour Managed Care et eHealth

3 *http://burson-marsteller.ch*

4 cf. Judith Barben, «Les spin doctors du Palais fédéral – comment la manipulation et la popagande compromettent la démocratie directe», Editions Xenia 2010, p. 32.

Comment les abeilles hivernent

par Helmut Hintermeier, Gallmersgarten (DE)

Parmi les différentes formes d'hivernage des insectes, l'abeille occupe une place particulière. Cela présente aussi des dangers.

Les abeilles mellifères sont vraiment des enfants du soleil, qui pour trouver leur chemin à l'extérieur s'orientent selon la position du soleil, mais c'est aussi l'ensemble de leur cycle annuel qui se règle d'après celle-ci. Quand après le 21 juin, les jours raccourcissent de nouveau, les colonies perdent peu à peu leur envie d'essaimer et à partir de mi-juillet/début août apparaissent déjà les premières abeilles d'hiver. Les butineuses entreprennent encore pas mal d'excursions pendant des journées d'octobre ensoleillées. Mais quand les tempêtes de novembre mugissent autour des ruchers ou sur les ruches isolées, les habitantes se resserrent très étroitement pour leur grappe hivernale. Auparavant, même les plus petites fissures ouvertes et exposées aux courants d'air sont soigneusement colmatées avec de la colle de résine.

Chauffer avec du miel

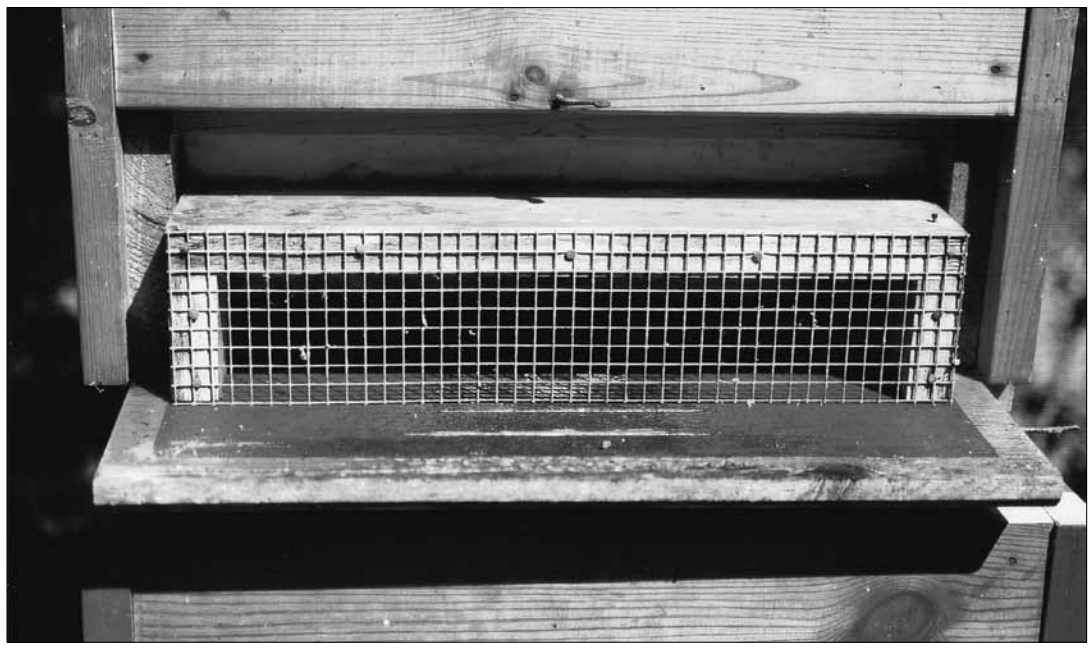
On s'étonne que les milliers d'abeilles, qui emplissaient auparavant toute la ruche, puissent s'amasser maintenant dans un si petit espace. Chacune des abeilles hautement sensible à la chaleur cherche à se rapprocher le plus possible du milieu de la grappe: Avec la tête, les abeilles poussent fortement vers l'intérieur et présentent ainsi l'image magnifique d'une boule d'abeilles en forme de rayons. C'est dans cette formation, le maximum sur un espace minimum, que les abeilles sont le moins exposées au froid. Des mesures ont montré que les abeilles dans leur grappe hivernale, indépendamment de la température extérieure, veillent à entretenir une chaleur constante de 14 à 20° C. Si la température approche la limite critique de 14 degrés, la colonie fait en sorte qu'au moyen d'une alimentation renforcée la température monte à 20° C en l'espace de 2 ou 3 heures. Les abeilles produisent la chaleur à travers de vifs tremblements de muscles. Dans une certaine mesure, elles s'échauffent sur place. Leur seul combustible est le miel. Les abeilles se tenant le plus à l'extérieur de la grappe et plus proches de la nourriture absorbent le miel et le donnent en échange de chaleur à leurs sœurs qui siègent plus au centre de la grappe. Si les différentes abeilles formant la partie extérieure de la grappe ont froid, elles changent de place avec celles qui se trouvent au milieu. Seule la reine reste toujours à la place la plus chaude au milieu. La grappe hivernale se déplace en entier et suit au début lentement, puis plus rapidement, les dépôts de nourriture stockée le long des alvéoles.

Tous les restes alimentaires indigestes s'amassent pendant l'hibernation à l'extrémité extensible de l'intestin et peuvent s'accumuler pendant des mois jusqu'au jour de sortie qui permet la purge à l'extérieur. Seule la reine a le droit de faire ses besoins même pendant l'hiver dans la ruche.

(photo thk)

Ne pas déranger, s'il vous plaît!

Toutefois, une haute fragilité et un grand risque pour les abeilles va de pair avec cet hygiène caractéristique de la ruche: Si elles sont troublées ou prises de panique, elles prennent davantage de nourriture, ce qui accable encore plus leur intestin. Les pics, les souris des forêts et les musaraignes sont des fauteurs de troubles. Les pics peuvent au moyen de leurs coups de bec abîmer avant tout les ruches d'abeilles isolées. Les souris des forêts cherchent dans les ruches perméables, une protection contre le froid et l'humidité. Elles se glissent volontiers sous la couverture hivernale des boîtes où elles profitent en même temps d'un «chauffage par le sol». Les musaraigness s'infiltrant par les passages visent uniquement les abeilles. Ces petits insectivores pesant 5 à 10 g, qui avalent quotidiennement leur propre poid en aliments, ont besoin de 250 à 500 abeilles par jour pour se rassasier, pour les six mois d'hiver cela fait 45 000 à 90 000 abeilles.[1,2] J'ai pu constater que les musaraignes sont de petites «machines à bouffer» lorsque j'ai déplacé un nid de guêpes. Le nid troubleur de la guêpe allemande (*Vespula germanica*) se trouvait au début dans un sac avec du foin sous la cage à lapin de ma petite fille. J'ai déménagé le nid dans un carton avec un orifice de passage, de sorte qu'aussi bien les guêpes que les abeilles puissent rentrer et sortir. Un jour, le bruit aérien avait complètement disparu. En allant regarder, j'ai vu sortir à toute vitesse une musaraigne du carton-niche. Elle avait mangé toutes les larves et toutes les guêpes. Les grillages devant les orifices de passage ont fait leur preuve quant à la protection contre les souris et les musaraignes[3]. Il faut savoir que les musaraignes naines peuvent se glisser dans des ouvertures de 6 mm. Pour les abeilles plus petites, de tels grillages ne posent pas de problèmes, de sorte qu'elles peuvent au printemps, quand la température de l'air atteint au moins 7° C, pratiquer leur vol d'entretien. Pourtant il faut qu'elles fassent attention de ne pas se poser sur une surface enneigée ou glacée pour se débarrasser de leurs excréments: leur petit corps poïkilotherme refroidit aussitôt, si bien qu'elles ne peuvent plus faire le vol de retour. Les autres rapatriées reviennent rafraîchies et soulagées vers la grappe hivernale et attendent impatiemment le retour du printemps.


Protection efficace contre les souris. (photo mad)

Tout ce qu'il n'y a pas!

Dans cette forme certainement unique d'hibernation des abeilles méllifères reposent finalement toutes les «bénédictions» de l'apiculture. L'hivernage en colonie entière suppose une gestion de provisions prononcée, d'où résulte le grand enthousiame de récolte de nombreuses abeilles à miel. Elles offrent à l'apiculteur une riche récolte en miel, mais d'importance encore plus grande et même inestimable est le travail de pollinisation qui y est lié et qu'effectuent les butineuses sur les plantes cultivées et sauvages. Il ne faut pas non plus oublier la production de cire sans laquelle aucune réserve pour l'hiver ne pourrait être stockée. La cire d'abeille est en même temps le «squelette» de la colonie d'abeilles.

Dans les nombreuses alvéoles grandit l'armée d'abeilles méllifères qui veillera déjà au printemps à la pollinisition d'un nombre suffisant d'arbres fruitiers et plus tard à l'emmagasinage de la récolte du nectar et du pollen indispensables aux provisions hivernales. Tout comme le miel, la cire d'abeille est depuis toujours très estimée, puisqu'elle était pendant des siècles, la seule source de lumière. En particulier, les cloîtres livraient cette matière pour la fabrication des cierges d'églises. Au Moyen-Age, le besoin en cire des églises était énorme. Uniquement dans l'église du château de Wittenberg, on avait besoin chaque année de presque 36 000 livres de cire. Si l'on pense qu'une colonie d'abeilles produit par an jusqu'à 1 kg de cire, derrière ce chiffre se cachent alors 20 000 colonies. Mais aussi à notre époque – surtout au moment de Noël – les bougies en cire d'abeille sont très demandées. Elles répandent une chaude lumière et ont aussi un parfum agréable. •

Source: *Schweizerische Bienenzeitung* 2/2012
(Traduction *Horizons et débats)*

[1] Mehl, S. (1960) *Die Abwehr von Spitzmäusen und die Bekämpfung von Mäusen im Bienenhaus und dessen Umgebung.* Imkerfreund 6, p. 185

[2] Feichtmair, E. (1954) *Invasion der Spitzmäuse.* Imkerfreund 1, p. 13

[3] Pech, J. (1997) *Die Spitzmaus – ein Schädling der Biene im Winter.* Imkerfreund 1, p. 28

Un froid à ne pas mettre un animal dehors?

Les météorologues prévoient des températures extrêmement basses ces prochains jours. La Suisse est frigorifiée. Qu'en est-il pour les animaux? Les chiens et les chats ont-ils besoin d'un manteau d'hiver? La faune sauvage et les animaux de rente grelottent-ils? La *Protection suisse des animaux* (PSA) a réuni quelques informations de fond et divers conseils sur le sujet pour les amis des animaux.

La meilleure protection contre le froid est une bonne isolation. Nous nous enveloppons dans des vêtements chauds alors que les animaux portent de la fourrure ou un chaud duvet sous leur plumage et se sentent visiblement à l'aise à l'extérieur – bien protégés – même les froides journées d'hiver.

Des casaniers et d'autres qui le sont moins

Le poil d'un chien en bonne santé assure une protection naturelle suffisante contre le froid. On saura que les petits chiens ont plus vite froid que les grands, et que les animaux au poil court, surtout jeunes ou

âgés, sont plus sensibles aux températures négatives. Si l'on opte pour une chaude protection contre les gelées pour son quadrupède, le bien-être de l'animal doit systématiquement l'emporter sur l'envie de la détentrice ou du détenteur de voir son protégé être à la mode.

Alors que les chiens se démènent avec entrain à l'extérieur par quasiment tous les temps, les chats sont plutôt sensibles à la météo. Autonomes et indépendants comme ils sont, ils veulent décider eux-mêmes de sortir ou de rester plutôt à l'intérieur. Mais une chose est sûre: si des chats veulent vraiment mettre le nez dehors, une petite porte devrait toujours rester ouverte pour assurer leur retour dans la chaleur du logis.

Animaux de rente et faune sauvage: en détresse?

A côté de fourrage et d'eau en suffisance, les animaux de rente détenus à l'extérieur ont absolument besoin d'un abri sec, sans courant d'air et recouvert d'une bonne couche de litière, offrant un espace suffisant à tous les animaux. Dans l'idéal, ces derniers ont la possibilité de choisir eux-mêmes leur secteur favori: parcours extérieur, prairie, étable ou couvert. Dans ces conditions, des bovins, moutons, chevaux, poules mais aussi chèvres et cochons sains et habitués au climat extérieur supportent les gelées sans problème.

La tranquillité avant le fourrage: voilà ce qui compte pour la faune sauvage. Les animaux sauvages indigènes supportent bien le froid. Mais nous leur devons certains égards. Pratiquer les sports d'hiver hors des pistes balisées effraie les chevreuils, chamois, lièvres variables et tétras-lyres. Une fuite dans la haute neige les épuise. Et brûler beaucoup d'énergie alors que la nourriture manque et que les réserves de graisse sont limitées peut leur coûter la vie.

Les oiseaux s'activent à la mangeoire

On nourrira les oiseaux uniquement lorsque le manteau neigeux recouvre tout ou que le sol est gelé en profondeur. Il faut aussi savoir que les oiseaux ne sont pas omnivores. Les restes de repas n'ont pas leur place à la mangeoire. La nourriture doit répondre aux besoins des animaux: les mésanges aiment picorer les grains des boules de graisse, les pinsons et les moineaux se servent dans la mangeoire, les merles et les rouges-gorges voltigent volontiers autour du tas de compost dont on aura retourné la couche supérieure.

Pour tout complément d'information:
Helen Sandmeier, Service de presse de la PSA,
tél. 079 357 32 04, media@tierschutz.com

Communiqué de presse du 2/2/12